

## ARTICLES, Octobre 2008

\*\*\*\*\*

### INTERNET CYBERESPACE

#### ENTRETIEN AVEC FRÉDÉRIK DOUZET, INSTITUT FRANÇAIS DE GÉOPOLITIQUE

"Le cyberspace, un territoire sur lequel les Etats cherchent à affirmer leur emprise"

LE MONDE | 04.10.08 | 15h55 • Mis à jour le 04.10.08 | 15h55

#### **Invitée du Festival international de géographie de Saint-Dié, vous donnez une conférence sur les guerres du cyberspace. Qui sont les belligérants de ces conflits ?**

Tout dépend de leur nature, car le cyberspace est à la fois l'enjeu et le théâtre de rivalités de pouvoir, et un outil dans les conflits géopolitiques sur des territoires bien réels entre des forces politiques, des Etats ou des groupes d'intérêt économique. Il s'agit d'un territoire virtuel dont la souveraineté fait l'objet de débats, et sur lequel les Etats cherchent à affirmer leur emprise, par le biais notamment de régulations visant à assurer la sécurité de leur territoire, le respect de leurs lois ou la protection de leurs citoyens, et qui peuvent être différentes d'un Etat à l'autre.

Les partisans de l'indépendance du cyberspace, comme l'association Electronic Frontier Foundation (EFF), cherchent à maintenir le respect des principes d'ouverture, de neutralité et d'interopérabilité des réseaux.

#### **Contre toute attente, les régimes autoritaires comme la Chine ont relevé le défi de l'Internet...**

La Chine est un véritable cas d'école, en ce sens que le régime a réussi à anticiper les risques de la croissance de l'Internet, mais aussi à retourner à son profit les possibilités offertes par la technologie. Internet y connaît une croissance phénoménale : on comptait 40 000 internautes en Chine en 1996 ; on en dénombre 253 millions en 2008. Le gouvernement chinois a fait preuve d'une inventivité formidable en jouant sur cinq fronts à la fois : le filtrage des informations à la source, l'encadrement réglementaire et législatif des fournisseurs, la régulation des contenus, une répression policière avec au moins 40 000 personnes qui patrouillent sur le Net, et enfin l'autocensure.

De plus, le gouvernement a su tirer lui-même parti de l'outil Internet pour diffuser sa propagande : quelque 280 000 étudiants et fonctionnaires étaient sur le pont au moment des Jeux olympiques pour diffuser le point de vue du gouvernement. C'est donc à la fois une source d'ouverture et un instrument d'oppression. Au milieu des années 1990, beaucoup pensaient que la démocratisation de l'Internet signifierait, à terme, la fin de la géographie et des conflits géopolitiques. Or pas plus la géographie que la dictature chinoise n'ont succombé au développement du Net.

### **Une gouvernance mondiale d'Internet est-elle possible ?**

Le contrôle de l'Internet est difficile, et pas seulement en raison de sa nature même. Pour son infrastructure physique, le réseau est essentiellement entre les mains d'opérateurs privés, tandis que l'adressage des noms de domaine est géré par les Américains à travers un organisme à but non lucratif, l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), qui fonctionne de manière relativement démocratique mais qui reste contrôlé par le département du commerce américain. Sur les treize "serveurs racine" existants, dix sont aux Etats-Unis...

Cette situation déplaît évidemment aux Européens et à l'Union européenne, d'où émergent des revendications de gouvernance partagée. Le sommet mondial pour la société de l'information s'est tenu sous l'égide des Nations unies à Genève et Tunis. Il a été suivi de réunions à Athènes et Rio de Janeiro, à la demande des pays européens, soucieux des enjeux de souveraineté.

L'une des difficultés est liée au fait que les décideurs politiques, qui sont en capacité de prendre les décisions, ne maîtrisent pas toujours les tenants et aboutissants d'un dossier technique et complexe qui reste, de ce fait, aux mains de la technocratie.

**Propos recueillis par Br. P.**

\*\*\*\*\*

## **ECONOMIE**

# **L'Europe et les Etats-Unis lancés dans une course à la récession**

LE MONDE | 04.10.08

C'est encore et toujours le même sentiment de panique, le même climat de débandade, de débâcle généralisée qui règne dans les salles de marché. Du jamais-vu. A côté, les krachs de 1987 et de 1989, la crise asiatique de 1998 et la faillite du hedge fund LTCM la même année, l'explosion de la bulle Internet en 2000, les attentats du 11-Septembre apparaissent comme des secousses bien légères.

A chaque jour sa faillite bancaire, à chaque jour son lot de rumeurs de banqueroute d'établissements financiers qui n'épargnent aucun nom, même les plus prestigieux. Comme le dit dans un euphémisme Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), *"après avoir sous-estimé les risques"*, les marchés les *"surestimé"*. Tout inquiète, tout fait peur, les opérateurs voient des subprimes partout.

Et les pouvoirs publics ne font toujours pas ce qu'il faut pour les rassurer. Les informations selon lesquelles Paris avait l'intention de proposer un plan de sauvetage des banques du Vieux Continent, une sorte de plan Paulson à l'européenne, a semé un grand trouble.

La taille envisagée - de 300 à 350 milliards d'euros - est d'abord venue démontrer à quel point les banques européennes sont elles aussi intoxiquées. Le rejet catégorique par le gouvernement allemand - pas par les banquiers allemands - d'un tel plan a aussi étalé au grand jour les faiblesses structurelles de la zone euro et la difficulté des Européens à trouver une réponse collective forte à la crise bancaire qui les secoue.

Tout cela avait de quoi faire baisser l'euro, ce qui s'est produit. La monnaie unique est passée sous la barre des 1,40 dollar, un recul qui s'est accentué, jeudi 2 octobre, après la décision de la BCE de maintenir inchangés ses taux directeurs. L'euro a terminé vendredi soir à 1,3772 dollar, contre 1,46 une semaine auparavant.

Beaucoup avaient cru - espéré - que la BCE allait faire un geste fort pour secourir le système bancaire au bord du gouffre en abaissant sensiblement ses taux directeurs. Elle a certes assoupli son discours mais pas sa politique monétaire. M. Trichet s'est contenté de dire que l'option d'une baisse des taux avait été évoquée, mais pas retenue. Il y avait quelque chose d'un peu irréal à l'écouter évoquer les risques inflationnistes et les effets de second tour sur les salaires alors que circulaient au même moment des rumeurs de faillite de grandes banques européennes.

Le président de la BCE a toutefois souligné que l'institut d'émission était prêt à agir à tout instant, en dehors des réunions du conseil. Certains analystes en ont déduit que la BCE agira dans les tout prochains jours, une fois le plan Paulson adopté et passée la réunion des dirigeants du "G4" (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie), qui se tenait samedi à Paris.

Quoi qu'il en soit, l'heure est désormais à la baisse des taux en Europe. D'autant que les pressions inflationnistes s'atténuent, aussi vite que la situation économique se détériore. Les prix des matières premières plongent et la récession s'installe. L'Insee prévoit en France un recul du PIB de 0,1 % au troisième et au quatrième trimestre.

## "MAUVAISE VOIE"

C'est un beau match qui s'annonce entre les Etats-Unis et l'Europe. Laquelle des deux économies va plonger le plus profondément ?

Le Fonds monétaire international (FMI) donne les Etats-Unis "vainqueurs" de cette course à la récession. Dans un rapport publié jeudi, en conclusion d'une étude sur les crises financières, les experts du Fonds estiment que *"la probabilité d'un ralentissement prononcé aux Etats-Unis" était "forte"*, tandis que la zone euro était *"quelque peu à l'abri d'un repli brutal"*.

Selon les données publiées vendredi, l'économie américaine a détruit 159 000 emplois en septembre, le nombre le plus élevé depuis mars 2003. Les deux candidats à l'élection présidentielle américaine ont immédiatement commenté ce mauvais chiffre. Le démocrate Barack Obama a évoqué la détresse *"des millions de familles luttant pour payer leurs factures et garder leur maison"*. Pour le républicain John McCain, l'annonce des destructions d'emplois *"confirme ce que les travailleurs d'Amérique savent depuis des mois : l'économie de notre nation est sur la mauvaise voie"*. En effet.

**Pierre-Antoine Delhommais**

\*\*\*\*\*

## MEDECINE

# Nobel de médecine : deux Français récompensés pour leurs travaux sur le sida

LEMONDE.FR avec AFP | 06.10.08 |

Le prix Nobel de médecine 2008 a récompensé les travaux des chercheurs français Françoise Barré-Sinoussi et Luc Montagnier sur le sida et ceux de l'Allemand Harald zur Hausen sur le cancer de l'utérus, a annoncé, lundi 6 octobre, à Stockholm, le comité Nobel. Les deux chercheurs français ont découvert le virus immunodéficientaire VIH et cette *"découverte a été*

*essentielle à la compréhension actuelle de la biologie de cette maladie et à son traitement antirétroviral", selon les attendus du comité.*

M<sup>me</sup> Barré-Sinoussi, née en 1947, professeur en virologie à l'Institut Pasteur, et M. Montagnier, né en 1932, professeur de virologie à l'Université de Paris, ont réussi dès 1984 à isoler le nouveau rétrovirus humain, aujourd'hui connu sous le nom de VIH, responsable du sida. *"L'importance de leurs travaux doit être considérée dans le contexte de l'épidémie omniprésente dans le monde et qui affecte près de 1 % de la population", note encore le comité Nobel. "Le succès de la thérapie rétrovirale a permis d'augmenter l'espérance de vie des personnes affectées par le VIH, espérance aujourd'hui semblable à celle des personnes saines."*

Le 20 mai 1983, dans un article publié dans la revue américaine *Science*, une équipe de médecins et de chercheurs de l'Institut Pasteur de Paris, dirigée par le professeur Luc Montagnier, avait décrit un nouveau virus, différent des virus connus jusque là et suspecté d'être responsable du syndrome d'immunodéficience acquise (sida). Isolé à partir d'un patient séropositif, ce virus a été baptisé LAV pour virus associé à la lymphadénopathie, par allusion au gonflement des ganglions (adénopathie), signe avant-coureur de la maladie. Il a ensuite été rebaptisé VIH.

M. zur Hausen, 72 ans, qui travaille à l'Université de Düsseldorf en Allemagne, a quant à lui trouvé la cause du cancer de l'utérus, le *"virus du papillome humain"* ou papilloma virus (VPH), deuxième type de cancer le plus répandu chez les femmes. *"Contrairement aux idées qui prévalaient dans les années 1970, Harald zur Hausen a posé comme postulat le rôle du virus du papillome humain dans le cancer de l'utérus",* a indiqué le communiqué.

Harald zur Hausen recevra la moitié du prix de 10 millions de couronnes suédoises (1,02 million d'euros) et les deux autres lauréats français se partageront la seconde moitié. L'année dernière, les Américains Mario Capecchi et Oliver Smithies et le Britannique Martin Evans avaient été récompensés pour leurs découvertes sur le ciblage de gène, base de la biomédecine du XXI<sup>e</sup> siècle qui a permis des applications multiples dans le domaine thérapeutique telles que les cancers, Alzheimer ou Parkinson.

Le prix Nobel de physique sera décerné mardi et celui de chimie mercredi. Suivront le Nobel de littérature jeudi, celui de la paix vendredi. Lundi prochain, celui de l'économie clôturera la saison des Nobel. Les lauréats du Nobel de médecine recevront leur prix le 10 décembre des mains du roi de Suède.

---

## **Polémique sur l'attribution du Nobel de médecine**

Willy Rozenbaum, président du Conseil national du sida, a jugé, lundi 6 octobre, *"un peu dommage"* que le Nobel de médecine, attribué à Françoise Barré-Sinoussi et Luc Montagnier pour leurs travaux sur le sida, n'associe pas les autres équipes *"qui ont largement participé à cette découverte"*.

*"On retire une pièce du puzzle et il ne se passe rien"*, a souligné le Pr Rozenbaum, qui a lui-même joué un rôle déterminant dans la mobilisation des virologues autour de ce virus. *"C'était un travail d'équipe et là on ne récompense que les gens de Pasteur, c'est toujours un peu dommage"*, a-t-il regretté, soulignant que *"c'est un peu l'aspect négatif du Prix Nobel"*. Au sein d'autres équipes françaises et américaines, il a notamment cité le nom de l'Américain Robert Gallo, qui avait confirmé l'isolation du virus en 1984. *"Je pense que c'est bien que Françoise Barré-Sinoussi soit associée à ce prix, parce qu'on pouvait craindre qu'il ne soit remis qu'à des têtes d'affiche. C'est déjà une chose positive"*, a-t-il cependant ajouté.

(avec **AFP**)

\*\*\*\*\*

## CULTURE

# Les œuvres des grands maîtres passées au scalpel pictural de Picasso

08.10.08 | LE MONDE

A force d'avoir été répétée, la formule "Picasso et les maîtres" paraît aller de soi. Il est entendu que l'œuvre de Picasso (1881-1973), seule en ce cas au XX<sup>e</sup> siècle, doit être confrontée à celles des maîtres d'autrefois auxquels elle fait parfois explicitement référence. La confrontation se fait au Louvre pour Picasso et Delacroix à propos des *Femmes d'Alger*, à Orsay pour Picasso et Manet autour du *Déjeuner sur l'herbe*. Et au Grand Palais pour l'exposition centrale, celle des Titien, Vélasquez, Greco, Rembrandt et Goya, dont les prêts ont alimenté la chronique (*Le Monde* du 5-6 octobre).

Dans les trois lieux, le principe est simple : placer côte à côte les toiles du passé et celles que Picasso a exécutées en pensant à elles. Le Louvre a choisi le dépouillement : Delacroix face à une vingtaine de dessins et de toiles. On y aurait volontiers ajouté un Matisse, tant il est certain que Picasso, s'il travaille avec Delacroix à l'hiver 1954-1955, travaille aussi avec Matisse, mort en novembre 1954, et ses odalisques mauresques.

A Orsay, le dispositif est plus subtil. On y voit comment baigneuses et pique-niqueurs du *Déjeuner sur l'herbe* quittent la toile de Manet, se déshabillent, grandissent ou rapetissent, se changent en nymphes, satires ou dieux fleuves. La vitrine des figures de carton découpées et pliées est un moment de délectation. Pour comprendre ce que Picasso fait de la peinture ancienne, le mieux serait de commencer ici le parcours, où le processus de création par métamorphoses et éclaircissements successifs se voit à nu.

Ici plutôt qu'au Grand Palais, où plusieurs questions s'entremêlent au risque de la confusion. C'est là que si l'on trouve les autoportraits de Rembrandt, Poussin et Goya, la *Maja desnuda*, de Goya, *Saint François* et les natures mortes de Zurbaran, *Saint Martin et le mendiant* de Greco, *Madame Moitessier* d'Ingres, Nana et *Olympia* de Manet et les nus de Cézanne. Une exposition qui contient de telles oeuvres ne saurait être qu'exceptionnelle. Mais elle n'est ni claire ni démonstrative. Le spectacle y a été préféré à l'analyse. C'est un trait actuel : frapper fort plutôt que frapper juste, la sidération plutôt que la réflexion. C'est alors que l'on en revient à "Picasso et les maîtres". "Et", ça veut dire quoi ? Cela dépend des moments dans la vie de Picasso et cela dépend aussi des maîtres. Ces distinctions, l'accrochage ne les établit pas, préférant un arrangement thématique, autoportraits, sujets sacrés, nus et natures mortes.

Un peu d'histoire n'aurait pas fait de mal. Car, dans un premier temps, celui de son éducation artistique, Picasso copiait les antiques et Vélasquez, comme n'importe quel élève des beaux-arts en Espagne dans les années 1890. Ces exercices scolaires ne valaient d'être mentionnés que pour mémoire.

## **GROTESQUE POMPEUX**

Ensuite, très vite, c'est de tout autre chose, autrement important, qu'il s'agit : de ce que Picasso, à 20 ans, apprend de Degas, Gauguin et Cézanne. En 1900, ils sont tous vivants : ce sont ses contemporains et leurs oeuvres l'encouragent dans sa volonté de rompre avec "les maîtres" justement, avec ces maîtres anciens académisés jusqu'à l'ennui par la tradition. Ce sont des anti-maîtres, des contre-modèles, des camarades de révolte et d'irrespect.

L'exposition ne le montre pas, équivoque jusqu'au contresens. Il peut être élégant de réunir des natures mortes de Zurbaran, Chardin, Cézanne et Picasso, mais l'apparente proximité qui s'établit tend à faire oublier que Picasso s'appuie sur Cézanne, pour aller contre la peinture dérivée de Chardin et des Espagnols - et non pour la rejoindre.

Ces jeux d'oppositions et de contradictions entre les styles sont constants et essentiels chez Picasso dans les années 1920. Dire qu'il flirte avec Ingres n'a de sens que si l'on rappelle aussitôt qu'il veut, le même jour, être ingriste et cubiste. Cette dialectique est ce qui compte - et non un seul de ses termes pris isolément. Les maîtres ne sont pas là pour être imités avec révérence, mais jetés tour à tour dans l'immense machine à transformations incessantes qu'est

l'œuvre de Picasso. Vélasquez, Rembrandt, Cranach et Poussin ne sont pas cités dans la peinture de l'Espagnol : ils sont absorbés et reconfigurés dans une nouvelle forme.

Dans quel but ? Plus d'évidence, plus de dureté, une violence qui puisse se faire voir et entendre dans le chaos du XX<sup>e</sup> siècle. Picasso actualise, explique, déshabille, radicalise. Entre ses mains, les célèbrissimes Ménines de Vélasquez se révèlent des mises en scène du pouvoir où le solennel s'inverse en grotesque pompeux. L'Enlèvement des Sabines et le Massacre des Innocents de Poussin deviennent des symboles de la guerre, de la haine et de la cruauté, comme Guernica. Picasso fait avouer à Poussin et David le dernier mot de leurs oeuvres, leur définition passionnelle première : l'horreur, la peur, la mort.

Même travail d'élucidation sauvage avec Raphaël, Titien, Goya, Ingres : leurs femmes nues ne sont que désirs et fantasmes. Ils l'avouaient plus ou moins. Lui le crie avec des éclaboussures de couleurs - tout le contraire du clair-obscur et des bonnes manières. Ce sont ses dernières œuvres, des années 1960 et 1970. Il reste peu de temps à Picasso pour aller jusqu'à l'extrême de l'intensité sans s'embarrasser d'aucune tradition, d'aucun respect. Les maîtres sont faits pour être maltraités.

## Philippe Dagen

---

### Trois expositions

**"Picasso et les maîtres", Grand Palais, Paris-8<sup>e</sup>.** M<sup>o</sup> Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 01-33-44-13-17. Du mercredi au lundi de 10 heures à 22 heures ; jeudi jusqu'à 20 heures. Durant les vacances scolaires : tous les jours de 9 heures à 23 heures. Entrée : 12 €. Jusqu'au 2 février.

Catalogue : 368 p., 49 €.

**"Picasso-Delacroix", Louvre, Paris-1<sup>er</sup>.** M<sup>o</sup> Palais-Royal. Tél. : 01-40-20-53-17. Du mercredi au lundi de 9 heures à 18 heures, mercredi et vendredi jusqu'à 22 heures. Entrée : 9 €. Jusqu'au 2 février.

**"Picasso-Manet : Le Déjeuner sur l'herbe", Musée d'Orsay, 1, rue de la Légion-d'Honneur, Paris-7<sup>e</sup>.** M<sup>o</sup> Solférino. Tél. : 01-40-49-48-14. Du mardi au dimanche de 9 h 30 à 18 heures, le jeudi jusqu'à 21 h 45. Entrée : 9,50 €. Jusqu'au 1<sup>er</sup> février.

---

**Un billet commun, pour finir...**



Enigmes de l'administration : ce qui était impossible il y a quelques jours est devenu nécessaire lundi 6 octobre en fin d'après-midi. Le ministère de la culture a annoncé in extremis la création d'un billet commun permettant de visiter les trois expositions. Il devra être acheté au Grand Palais, lieu de l'exposition principale, et fera ensuite office de coupe-file pour entrer au Musée d'Orsay et au Louvre. Il coûtera 26 euros, soit une économie de 4,50 euros par rapport à la somme qu'il faudra payer en acquittant les trois entrées successivement - et en faisant trois fois la queue. Son utilisation devra se faire en une seule journée, à en croire les propos de M<sup>me</sup> Christine Albanel selon laquelle *"les visiteurs (pourront) passer dans les meilleures conditions une journée entière en compagnie de l'oeuvre de Picasso"*. Une journée qui promet de mettre les corps, les yeux et les nerfs à assez rude épreuve. 10 000 personnes par jour sont attendues au Grand Palais...

\*\*\*\*\*

## ENVIRONNEMENT

# Développement durable : les mille et une autres vies des déchets

LE MONDE | 08.10.08 |

Une cannette de Coca, une autre de bière, une troisième de soda : sur les trois, deux sont recyclées de par le monde (*source : BCME/LBB*). En Europe, les cannettes sont fabriquées avec plus de 50 % de matériaux recyclés, l'acier et l'aluminium qui les composent en grande partie, garantissant par leur valeur économique, la rentabilité et la pérennité de leur recyclage. Une fois collectées, elles ont ainsi plusieurs vies, à l'infini. Elles peuvent aussi devenir vélo (60 cannettes), entrer dans la composition de voitures ou de ponts !

Moins connu : six piles peuvent se réincarner en une petite cuiller. Et il existe ainsi mille autres exemples, démontrant que le recyclage est entré dans les moeurs. Il a gagné en réputation aussi, puisque aujourd'hui 7 Français sur 10 estiment que les produits fabriqués avec des matériaux recyclés sont d'aussi bonne qualité - environnementale et technologique - que les autres (TNS Sofres, septembre 2007). Plus, il est devenu une exigence : pour 95 % des Français, il est important que les emballages se recyclent facilement (TNS Sofres pour Eco-emballages et l'Ademe, octobre 2007).

Pourtant, pour l'écocitoyen, la tâche n'est pas facile. Ainsi le contenu des fameuses poubelles verte, jaune ou marron varie selon les régions. Et, en dépit de nombreuses et onéreuses

campagnes d'information, les hésitations subsistent sur certains contenants, tels les films plastiques ou le Stand up Pouch (conditionnements style Pom'Pote). Les sigles apposés sur les produits, comme le point vert aux deux flèches arrondies, peuvent aussi s'avérer trompeurs. Et la longue chaîne du recyclage peut connaître des maillons manquants. L'écocitoyen doit aussi faire preuve de constance. Après s'être levé cinq minutes plus tôt pour déposer ses bouteilles de lait et ses briques de soupe - préalablement lavées - dans les réceptacles ad hoc, doit-il encore veiller au grain écologique aussi bien au bureau, à l'atelier, dans les champs que... dans son fauteuil de PDG.

Là aussi pour tous, le programme est vaste, quand on sait que sur les 849 millions de tonnes de déchets produits par an dans l'Hexagone en 2004 (selon l'Ademe), seuls 4 % proviennent des ménages, alors que le BTP en fournit 40 %, l'agriculture 43 %, les entreprises 10 %, le reste étant essentiellement le fait des collectivités. Un marché des matières premières au coût élevé, une prise de conscience planétaire des risques environnementaux - le recyclage est économe en émission de CO<sub>2</sub> -, des directives européennes et les engagements du Grenelle de l'environnement ont provoqué un réel élan dans un nombre croissant de secteurs industriels. Exemple : après les voitures, les avions sont à leur tour désossés pour être recyclés. Et ce d'autant plus facilement que, dès sa conception, la notion de recyclage aura été prise en compte. Le maître mot est anticipation, à la fois des politiques, des industriels et des consommateurs.

Mieux recycler, c'est prévoir. Prévoir que le contenu de nos poubelles, comme les diamants, peut être éternel.

Catherine Pacary

\*\*\*\*\*

## **Le Français Jean-Marie Gustave Le Clézio, prix Nobel de littérature 2008**

L'Académie suédoise a récompensé l'auteur de "Désert", qui s'est dit "très ému" pour son œuvre "de la rupture de l'aventure poétique et de l'extase sensuelle, l'explorateur d'une humanité au-delà et en-dessous de la civilisation régnante". Après le prix Nobel de médecine, il s'agit du deuxième Nobel attribué à un Français en 2008.

\*\*\*\*\*

## ENVIRONNEMENT

# La France se met à l'heure de la valorisation de ses déchets

LE MONDE | 08.10.08 | 11h28

Halte aux déchets ! Tel semble être le nouveau mot d'ordre des sociétés passées à l'ère de la postconsommation. Un bon déchet est donc un déchet qui ne verra jamais le jour ou qui sera recyclé en matière première dite secondaire, ou encore valorisé en énergie. Et haro sur le déchet ultime, ce résidu tout juste bon à finir en décharge. Avec un temps de retard sur pas mal d'autres pays européens, aux premiers rangs desquels les Pays-Bas, l'Allemagne ou l'Autriche, la France se lance à son tour dans une ambitieuse politique de réduction et de recyclage des déchets.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) estime à 849 millions de tonnes la production française de déchets en 2004, dernière année pour laquelle l'ensemble des données sont disponibles. Même si les déchets de l'agriculture, pour l'essentiel recyclés par celle-ci, et du secteur du bâtiment et des travaux publics se taillent la part du lion (respectivement 43 % et 40 % du total), ce sont ceux des entreprises et des ménages (11 % et 4 %) qui focalisent l'attention.

Le projet de loi de programme relatif à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, dit projet de loi Grenelle 1, dont l'Assemblée nationale s'apprête à commencer l'examen, prévoit ainsi :

- la réduction de 5 kg par habitant et par an de la production d'ordures ménagères pendant les cinq années à venir, en partant du chiffre de 360 kg collectés par habitant et par an ;
- le développement du recyclage des matériaux et matières organiques issus des déchets ménagers, avec un objectif fixé à 35 % en 2012 et 45 % en 2015, contre 24 % en 2004 ;
- la diminution de 15 % d'ici à 2012 de la quantité de déchets ménagers et industriels incinérés ou stockés en décharge.

Mais le plus simple ne serait-il pas de produire moins de déchets ? Bruno Genty, administrateur de la fédération France Nature Environnement (FNE), se réjouit de l'affectation à la prévention des recettes nouvelles que devraient susciter l'augmentation de la taxe appliquée au stockage des déchets et son extension à l'incinération de ceux-ci.

*"Le vrai sujet, c'est de donner au consommateur les informations qui lui permettront de choisir le produit le moins générateur de déchets",* insiste Nicolas Garnier, délégué général d'Amorce, association regroupant des collectivités locales. En attendant une société sans ordures, objectif des partisans du "Zéro déchet", école apparue au début des années 1990 dans les pays anglo-saxons, les réserves de déchets semblent presque aussi convoitées que celles d'énergies fossiles.

En France, le secteur du recyclage et de la récupération a connu une hausse de 71 % de son chiffre d'affaires entre 2003 et 2007. Au premier trimestre 2008, l'augmentation de son activité a encore été de 15 %, sur fond de hausse du cours des matières premières, à l'exception des métaux non ferreux.

*"Avec un chiffre d'affaires de plus de 10 milliards d'euros par an et une augmentation du nombre d'emplois - non délocalisables - de 2 % par an, le recyclage peut être un formidable outil de croissance",* assure Pascal Secula, président de la Fédération de la récupération, du recyclage et de la valorisation (Federec). Tri, recyclage et valorisation sont ainsi devenus des mots magiques dans la bouche des acteurs économiques et politiques, qui organisent symposiums sur colloques à ces sujets.

*"Les grands enjeux pour les années futures sont le devenir de la matière organique, dont il faut absolument éviter qu'elle aille en centre de stockage ou en incinérateur, comme c'est encore trop souvent le cas aujourd'hui, et l'optimisation des performances de la collecte des matériaux classiques, estime Marc Cheverry, chef du département de la gestion optimisée des déchets à l'Ademe. Et la France a encore beaucoup à faire au sujet des déchets du bâtiment et des travaux publics."*

Aux côtés, notamment, des meubles et encombrants, ceux-ci sont concernés par les nouveaux dispositifs de Responsabilité élargie des producteurs (REP) prévus par le projet de loi Grenelle 1. La REP consiste en une filière de recyclage financée par les entreprises mettant des déchets potentiels sur le marché, comme celle existant depuis 1992 pour les emballages.

*"On mélange souvent les bonnes performances de la France dans le domaine des emballages et ses mauvais résultats dans le recyclage des déchets en général",* note Bernard Hérodin, directeur général d'Eco-Emballages, l'organisme collecteur de la filière. Avec un taux de recyclage de 60 % et un objectif de 75 % fixé pour 2012, les emballages ménagers font figure d'heureuse exception dans le paysage français.

**Gilles Van Kote**

\*\*\*\*\*

## ENVIRONNEMENT

### L'Europe classe les modes de traitement des ordures

LE MONDE | 08.10.08 | 11h28

La directive-cadre votée par le Parlement européen en juin fixe une hiérarchie des modes de traitement des déchets à laquelle doivent désormais se conformer les 27 Etats-membres. Elle place en tête la prévention, suivie de la réutilisation, du recyclage, de la valorisation et, enfin, de l'élimination des déchets.

Un des points sensibles du texte concernait l'incinération, que ses adversaires voulaient voir classée parmi les techniques d'élimination (avec la mise en décharge). Mais la directive, fruit d'un compromis entre le Parlement et le Conseil, prévoit que, sous réserve de certains critères d'efficacité énergétique, l'incinération pourra être considérée comme un mode de récupération énergétique, et donc être assimilée à de la valorisation.

Le texte fixe, par ailleurs, aux Etats-membres un objectif de recyclage de 50 % en 2020 des papiers, métaux, verres et plastiques contenus dans les déchets ménagers. A la même échéance, 70 % des déchets non dangereux issus de la construction et de la démolition devront être réutilisés, recyclés ou valorisés.

Gilles Van Kote

\*\*\*\*\*

## ECONOMIE

### La chute d'America, Inc.

LEMONDE.FR | 09.10.08 |

Implosion des plus anciennes banques d'investissement américaines, volatilité de plus d'un trillion de dollars de valeurs boursières en un seul jour, addition de 700 milliards de dollars pour les contribuables américains : l'ampleur de la débâcle de Wall Street pourrait difficilement être pire. Et pourtant, alors même que les Américains se demandent pourquoi ils doivent débours des sommes aussi astronomiques pour empêcher l'ensemble du système économique

d'imploser, rares sont ceux qui s'interrogent sur les conséquences moins tangibles mais d'un coût potentiellement bien plus grand que cette situation risque d'entraîner pour les Etats-Unis – les dégâts que cet effondrement financier sont en train de causer à la " *marque* " Amérique.

Les idées constituent l'une de nos principales exportations, et deux idées fondamentalement américaines ont dominé la pensée mondiale depuis le début des années 1980 avec l'élection de Ronald Reagan à la présidence. La première est une certaine vision du capitalisme selon laquelle une faible imposition, une régulation minimale et un gouvernement réduit constitueraient les moteurs de la croissance économique, non seulement aux Etats-Unis mais dans le monde entier. La seconde grande idée était que faire de l'Amérique le champion de la démocratie libérale dans le monde tracerait le meilleur chemin vers un ordre international plus prospère et plus ouvert. Il est difficile d'évaluer à quel point ces traits caractéristiques de la marque américaine sont aujourd'hui discrédités. Entre 2002 et 2007, alors que le monde bénéficiait d'une période de croissance économique sans précédent, il était aisé d'ignorer les socialistes européens et les populistes sud-américains qui dénonçaient dans le modèle économique américain un " *capitalisme de cow-boy* ". Mais voilà qu'aujourd'hui la locomotive de cette croissance, l'économie américaine, a déraillé, menaçant du même coup d'entraîner le reste du monde dans la catastrophe. Le pire, c'est que le coupable est le modèle américain lui-même : obsédé par le mantra de toujours moins de gouvernement, Washington a négligé de réguler de façon adéquate le secteur financier et l'a laissé causer un tort considérable au reste de la société.

Mais la démocratie était d'ores et déjà ternie. Alors même qu'il avait été prouvé que Saddam Hussein ne possédait aucune arme de destruction massive, l'administration Bush tenta de justifier la guerre en Irak en l'intégrant à son vaste " *agenda de la liberté* " ; d'un seul coup, la promotion de la démocratie devenait une arme essentielle dans la guerre contre le terrorisme. Aux yeux de beaucoup de gens dans le monde, la rhétorique américaine sur la démocratie s'est mise à ressembler à une excuse visant à perpétuer l'hégémonie des Etats-Unis.

Le choix auquel nous sommes confrontés aujourd'hui va bien au-delà du plan de renflouement ou de la campagne présidentielle. La marque américaine est mise à rude épreuve au moment même où d'autres modèles – russe ou chinois – apparaissent comme de plus en plus attractifs. Rétablir notre réputation et restaurer l'attrait de notre marque représentent sous bien des aspects des défis tout aussi importants que la stabilisation du secteur financier. Quel que soit, de Barack Obama ou John McCain, celui qui l'emporte en novembre, il aura à mener un combat difficile se prolongeant sur des années. Et nous ne pourrons pas entreprendre cette tâche avant d'avoir clairement compris ce qui a cloché – en déterminant, parmi tous les aspects du modèle américain, lesquels sont sains, lesquels ont été appliqués de manière erronée, et lesquels doivent être purement et simplement abandonnés.

De nombreux commentateurs ont remarqué que l'effondrement de Wall Street marquait la fin de la période Reagan. Ils ont parfaitement raison, et ce même si McCain parvient à se faire élire en novembre. Les grandes idées naissent toujours dans le contexte d'une période historique précise. Peu survivent lorsque le contexte change de manière radicale. Le reaganisme (ou, dans sa forme britannique, le thatchérisme) était une politique juste pour son époque. Depuis le New Deal de Franklin Roosevelt dans les années 1930, les gouvernements du monde entier n'avaient fait qu'étendre toujours plus leur emprise. Or à partir des années 1970, les grands Etats et économies providence ont étouffé sous la bureaucratie et gravement dysfonctionné. La révolution reagano-thatchérienne a facilité l'embauche et le licenciement des salariés, entraînant d'immenses douleurs sur fond de diminution voire même de cessation d'activité des industries traditionnelles. Mais elle a également jeté les bases de près de trois décennies de croissance et permis l'émergence de nouveaux secteurs comme l'informatique et les biotechnologies.

Au plan international, la révolution reaganienne s'est traduite par le "*Consensus de Washington*", en vertu duquel Washington – ainsi que les institutions sous son influence, comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale – a incité les pays émergents à ouvrir leurs économies. Régulièrement voué aux gémonies par des populistes comme le Vénézuélien Hugo Chavez, ce Consensus a quand même réussi à amortir la crise de la dette sud-américaine du début des années 80, à un moment où le fléau de l'hyperinflation secouait des pays comme le Brésil ou l'Argentine. Ce sont également des politiques de même type qui ont permis à la Chine et à l'Inde de devenir les puissances économiques qu'elles sont aujourd'hui. Et ceux qui auraient besoin de preuves supplémentaires n'ont qu'à se pencher sur les exemples les plus extrêmes de gouvernement hypertrophié dans le monde – les économies centralement planifiées de l'ancienne Union soviétique et d'autres Etats communistes. Leur implosion après la chute du Mur de Berlin n'a fait que confirmer que ces Etats providence gavés de stéroïdes étaient une impasse historique. Comme tout mouvement transformateur, la révolution reaganienne s'est dévoyée lorsqu'elle est devenue, pour beaucoup de ses partisans, une idéologie irrécusable, et non plus une réponse pragmatique aux excès de l'Etat providence. Deux de ses concepts étaient sacro-saints : le premier affirmait que les baisses d'impôts s'autofinanceraient ; le second, que les marchés financiers étaient capables de s'autoréguler.

La globalisation a masqué les failles de ce raisonnement durant plusieurs décennies. Les étrangers paraissaient toujours plus disposés à acquérir des dollars américains, ce qui permit au gouvernement des Etats-Unis de laisser courir les déficits tout en enregistrant une forte croissance, situation dont aucun pays émergent ne se serait relevé. C'est la raison pour laquelle le vice-président Dick Cheney aurait, dit-on, déclaré un jour au président Bush que la leçon des années 80, c'est que "*les déficits n'ont aucune importance*".

Le second article de foi de l'ère Reagan – la dérégulation financière – fut formulé par une alliance contre nature de reaganiens fanatiques et de firmes de Wall Street, et, dès les années 90, était devenu parole d'Évangile y compris chez les démocrates. Ses partisans arguaient du fait que les anciennes régulations datant de l'époque de la Dépression comme le Glass-Steagall Act (qui a séparé banques commerciales et banques d'investissement) étouffaient l'innovation et sapait la compétitivité des institutions financières américaines. Ils avaient raison – à part que la dérégulation a généré un flot de nouveaux produits innovants tels que les fameuses collateralized debt obligations (CDO) qui sont au cœur de la crise actuelle. Le problème est que Wall Street est très différente de, disons, la Silicon Valley, où la faiblesse de la réglementation produit des effets authentiquement bénéfiques. Les institutions financières sont fondées sur la confiance, laquelle ne peut s'épanouir que si les gouvernements font en sorte qu'elles soient transparentes, et prudentes dans les risques qu'elles sont amenées à prendre avec l'argent des autres. Le secteur est également différent du fait que l'effondrement d'une institution financière cause du tort non seulement à ses actionnaires et à ses employés, mais également à un grand nombre de badauds innocents (c'est ce que les économistes appellent délicatement les " *externalités négatives* "). Les signes montrant que la révolution reaganienne avait amorcé une dérive dangereuse sont devenus évidents au cours de la dernière décennie. Une des premières alertes a été la crise financière asiatique de 1997-1998. Des pays comme la Thaïlande et la Corée du Sud, obtempérant aux pressions et aux conseils américains, avaient libéralisé leurs marchés de capitaux au début des années 90. Dès lors, une grande quantité d'argent volatil a commencé à affluer dans leurs économies, créant une bulle spéculative, avant de repartir en hâte aux premiers signes inquiétants. Cela ne vous rappelle rien ? Pendant ce temps, des pays comme la Chine et la Malaisie, qui étaient restés sourds aux conseils des Américains et avaient maintenu leurs marchés financiers fermés ou strictement régulés, se trouvèrent beaucoup moins exposés. Le deuxième signe inquiétant provenait des déficits structurels croissants des États-Unis. La Chine et un certain nombre d'autres pays commencèrent à acheter des dollars américains après 1997 dans le cadre d'une stratégie délibérée visant à sous-évaluer leur monnaie, maintenir leurs usines en activité et protéger leurs économies des soubresauts financiers. Cela convenait parfaitement à l'Amérique post-11 Septembre ; cela signifiait que nous pouvions tout à la fois baisser les impôts, alimenter une frénésie de consommation, financer deux guerres coûteuses et laisser filer le déficit fiscal. Le déficit commercial vertigineux et en accroissement constant que cette politique généra – 700 milliards de dollars en 2007 – était de toute évidence insupportable à terme ; tôt ou tard les étrangers allaient décréter que les États-Unis n'étaient finalement pas un bon endroit où déposer leur argent en banque. La chute du dollar américain montre que nous avons atteint ce stade. Il est donc clair, n'en déplaise à M. Cheney, que les déficits ont leur importance.

Même aux États-Unis, les inconvénients de la dérégulation étaient apparus clairement bien avant le naufrage de Wall Street. Enron, comme beaucoup d'autres entreprises, s'effondra en



2004 pour n'avoir pas suffisamment respecté les normes comptables. Durant toute la dernière décennie les inégalités n'ont cessé de se creuser aux Etats-Unis car les bénéficiaires de la croissance ont profité avant tout aux plus riches et aux mieux éduqués, tandis que les revenus de la classe ouvrière stagnaient. Enfin, l'occupation gâchée de l'Irak et la réaction des autorités après l'ouragan Katrina ont mis à nu la faiblesse générale du secteur public résultant de décennies de sous-financement et du mépris affiché envers les fonctionnaires depuis les années Reagan. Tous ces éléments donnent à penser que l'ère Reagan aurait dû se terminer il y a des années. Si tel n'a pas été le cas, c'est d'une part parce que le parti démocrate n'a pas su présenter de candidats ni d'arguments suffisamment convaincants, mais également en raison d'un aspect particulier de notre pays qui le différencie profondément des pays européens. Sur le vieux continent, les citoyens peu éduqués appartenant à la classe ouvrière votent régulièrement, en fonction de leurs intérêts économiques, pour des partis socialistes ou communistes et pour d'autres formations de gauche. Aux Etats-Unis, ils peuvent basculer aussi bien à gauche qu'à droite. C'est cette catégorie d'électeurs qui décidera de l'issue de l'élection du 4 novembre, notamment parce qu'on les retrouve en grand nombre dans des swing states (Etats indécis et décisifs) comme l'Ohio et la Pennsylvanie. Pencheront-ils vers le distant Obama, diplômé de Harvard, qui est plus à même de défendre leurs intérêts économiques ? Ou bien resteront-ils fidèles à des gens avec lesquels ils peuvent plus facilement s'identifier comme McCain et Sarah Palin ? Il a fallu une gigantesque crise économique entre 1929 et 1931 pour amener une administration démocrate à la Maison Blanche. Certains sondages indiquent que nous sommes peut-être revenus à cette situation en octobre 2008.

L'autre composant essentiel de la marque américaine est la démocratie et la volonté des Etats-Unis de soutenir les autres démocraties à travers le monde. Cette veine idéaliste de la politique étrangère américaine a été une constante au cours du siècle écoulé, depuis la Ligue des Nations de Woodrow Wilson jusqu'aux Quatre Libertés de Roosevelt en passant par l'appel lancé par Ronald Reagan à " *démolir ce mur* ".

Promouvoir la démocratie – à travers la diplomatie, l'aide aux groupes de la société civile, les médias libres et le reste – n'a jamais fait l'objet de controverse. Le problème à présent est qu'en utilisant la démocratie pour justifier la guerre en Irak, l'administration Bush a convaincu beaucoup de gens que le terme démocratie n'était qu'un mot codé recouvrant l'intervention militaire et le changement de régime. Le Moyen-Orient en particulier restera un champ de mine pour n'importe quelle administration américaine du fait que les Etats-Unis y soutiennent des régimes non démocratiques comme celui d'Arabie Saoudite tout en refusant de travailler avec des groupes comme le Hamas et le Hezbollah qui ont pourtant été portés au pouvoir par des élections. Nous n'avons guère de crédibilité lorsque nous nous proclamons les champions d'un " *agenda de la liberté* ". Le modèle américain a également été gravement terni par l'utilisation de la torture par l'administration Bush. Après le 11 Septembre, les Américains ont donné la triste image d'un peuple prêt à renoncer aux garanties constitutionnelles dans l'intérêt de la

sécurité. Aux yeux de nombreux non-Américains, la prison de Guantanamo et le détenu encagoulé d'Abou Ghraib ont depuis lors remplacé la statue de la Liberté en tant que symboles de l'Amérique.

Quel que soit le vainqueur de l'élection du 4 novembre, un nouveau cycle politique s'amorcera tant aux Etats-Unis que dans le reste du monde. Il est probable que les démocrates renforceront leur majorité au Sénat comme à la Chambre des représentants. Une puissante colère populiste bouillonne dans le pays à mesure que la débâcle de Wall Street gagne Main Street [les citoyens ordinaires, NdT]. Un nouveau consensus se fait jour sur la nécessité de rétablir la régulation dans de nombreux secteurs de l'économie.

Au plan mondial, les Etats-Unis n'occuperont plus la position hégémonique qui était la leur jusqu'à présent, une nouvelle donne qui a clairement émergé avec l'invasion de la Géorgie par la Russie le 7 août. La capacité des Etats-Unis à façonner l'économie globale au travers de pactes commerciaux, du FMI et de la Banque mondiale sera diminuée, tout comme seront amputées nos ressources financières. Et dans de nombreuses régions du monde, les idées, les conseils et même l'aide américains seront moins bienvenus qu'ils ne le sont aujourd'hui. L'influence américaine peut et finira par être restaurée. Alors qu'il est probable que le monde dans son ensemble s'apprête à subir un ralentissement économique, il n'est pas du tout sûr que les modèles chinois et russe s'en sortent beaucoup mieux que le modèle américain. Les Etats-Unis se sont relevés des graves revers qu'ils ont éprouvés dans les années 30 et 70 grâce à l'adaptabilité de notre système et à la résilience de notre peuple.

Reste qu'un nouveau rétablissement dépend de notre capacité à procéder à quelques changements fondamentaux. Tout d'abord, nous devons nous libérer de la camisole de l'ère Reagan concernant les impôts et la régulation. Les baisses d'impôts sont certes une idée séduisante mais elles ne stimulent pas nécessairement la croissance et ne s'autofinancent pas automatiquement ; étant donné notre situation fiscale à long terme, il va falloir expliquer honnêtement aux Américains qu'ils devront financer eux-mêmes leur progression vers l'avenir. La dérégulation, ou l'échec des régulateurs à suivre des marchés en évolution rapide, peut se révéler, comme nous l'avons vu, extrêmement coûteux. La totalité du secteur public américain – sous-financé, déprofessionnalisé et démoralisé – a besoin d'être reconstruit et doit retrouver sa fierté. Il y a certaines tâches que seul le gouvernement peut accomplir.

Pendant que nous entreprendrons ces changements, nous devons bien entendu veiller au risque de vouloir trop en faire. Les institutions financières doivent être surveillées de près, mais il n'est pas sûr que les autres secteurs économiques doivent être soumis au même contrôle. Le libre échange demeure un puissant moteur pour la croissance économique, ainsi qu'un instrument de la diplomatie américaine. Nous devrions mieux aider les travailleurs à s'adapter aux conditions globales changeantes, plutôt que défendre leurs emplois existants. Si les baisses

d'impôts ne sont pas une recette automatique pour la prospérité, les dépenses sociales inconsidérées ne le sont pas non plus. Le coût des renflouements d'entreprises ainsi que la faiblesse à long terme du dollar signifient que l'inflation constituera une grave menace dans l'avenir. Une politique fiscale irresponsable pourrait aisément aggraver ce problème.

Et s'il est probable que de moins en moins de non Américains seront disposés à écouter nos conseils, beaucoup auraient pourtant intérêt à reprendre certains aspects du modèle reaganien. Non pas, bien sûr, la dérégulation des marchés financiers. Mais en Europe continentale, les employés continuent de bénéficier de longues périodes de congés, de courtes semaines de travail, de la garantie de l'emploi et d'une série d'autres avantages qui diminuent leur productivité et ne seront financièrement pas tenables à long terme.

La réaction non édifiante à la crise de Wall Street montre que le changement le plus important auquel nous devons procéder se situe au niveau politique. La révolution reaganienne a brisé une domination libérale et démocrate de la vie politique américaine qui durait depuis un demi-siècle et a ouvert la voie à des approches différentes des problèmes de notre époque. Mais au fil des années, ces idées autrefois neuves se sont sclérosées en dogmes. La qualité du débat politique a été vulgarisée par des hommes partisans qui remettent en cause non seulement les idées, mais aussi les motivations de leurs adversaires. Tout cela complique l'ajustement aujourd'hui nécessaire à la réalité nouvelle et difficile à laquelle nous sommes confrontés. Le test ultime pour le modèle américain sera donc sa capacité à se réinventer une fois de plus. Jouir d'une bonne image ne consiste pas, pour paraphraser une certaine candidate à la vice-présidence, à mettre du rouge à lèvres à un cochon. Cela consiste avant tout à avoir le meilleur produit à vendre. La démocratie américaine a du pain sur la planche.

**(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)**

\*\*\*\*\*

## **ECONOMIE**

Immanuel Wallerstein, chercheur au département de sociologie de l'université de Yale, ex-président de l'Association internationale de sociologie

### **"Le capitalisme touche à sa fin"**

LE MONDE | 11.10.08 |

**Signataire du manifeste du Forum social de Porto Alegre ("Douze propositions pour un autre monde possible"), en 2005, vous êtes considéré comme l'un des inspireurs**

**du mouvement altermondialiste. Vous avez fondé et dirigé le Centre Fernand-Braudel pour l'étude de l'économie des systèmes historiques et des civilisations de l'université de l'Etat de New York, à Binghamton. Comment replacez-vous la crise économique et financière actuelle dans le "temps long" de l'histoire du capitalisme ?**

**Immanuel Wallerstein** : Fernand Braudel (1902-1985) distinguait le temps de la "longue durée", qui voit se succéder dans l'histoire humaine des systèmes régissant les rapports de l'homme à son environnement matériel, et, à l'intérieur de ces phases, le temps des cycles longs conjoncturels, décrits par des économistes comme Nicolas Kondratieff (1882-1930) ou Joseph Schumpeter (1883-1950). Nous sommes aujourd'hui clairement dans une phase B d'un cycle de Kondratieff qui a commencé il y a trente à trente-cinq ans, après une phase A qui a été la plus longue (de 1945 à 1975) des cinq cents ans d'histoire du système capitaliste.

Dans une phase A, le profit est généré par la production matérielle, industrielle ou autre ; dans une phase B, le capitalisme doit, pour continuer à générer du profit, se financiariser et se réfugier dans la spéculation. Depuis plus de trente ans, les entreprises, les Etats et les ménages s'endettent, massivement. Nous sommes aujourd'hui dans la dernière partie d'une phase B de Kondratieff, lorsque le déclin virtuel devient réel, et que les bulles explosent les unes après les autres : les faillites se multiplient, la concentration du capital augmente, le chômage progresse, et l'économie connaît une situation de déflation réelle.

Mais, aujourd'hui, ce moment du cycle conjoncturel coïncide avec, et par conséquent aggrave, une période de transition entre deux systèmes de longue durée. Je pense en effet que nous sommes entrés depuis trente ans dans la phase terminale du système capitaliste. Ce qui différencie fondamentalement cette phase de la succession ininterrompue des cycles conjoncturels antérieurs, c'est que le capitalisme ne parvient plus à "faire système", au sens où l'entend le physicien et chimiste Ilya Prigogine (1917-2003) : quand un système, biologique, chimique ou social, dévie trop et trop souvent de sa situation de stabilité, il ne parvient plus à retrouver l'équilibre, et l'on assiste alors à une bifurcation.

La situation devient chaotique, incontrôlable pour les forces qui la dominaient jusqu'alors, et l'on voit émerger une lutte, non plus entre les tenants et les adversaires du système, mais entre tous les acteurs pour déterminer ce qui va le remplacer. Je réserve l'usage du mot "crise" à ce type de période. Eh bien, nous sommes en crise. Le capitalisme touche à sa fin.

**Pourquoi ne s'agirait-il pas plutôt d'une nouvelle mutation du capitalisme, qui a déjà connu, après tout, le passage du capitalisme marchand au capitalisme industriel, puis du capitalisme industriel au capitalisme financier ?**

Le capitalisme est omnivore, il capte le profit là où il est le plus important à un moment donné ; il ne se contente pas de petits profits marginaux ; au contraire, il les maximise en constituant

des monopoles - il a encore essayé de le faire dernièrement dans les biotechnologies et les technologies de l'information. Mais je pense que les possibilités d'accumulation réelle du système ont atteint leurs limites. Le capitalisme, depuis sa naissance dans la seconde moitié du XVIe siècle, se nourrit du différentiel de richesse entre un centre, où convergent les profits, et des périphéries (pas forcément géographiques) de plus en plus appauvries.

A cet égard, le rattrapage économique de l'Asie de l'Est, de l'Inde, de l'Amérique latine, constitue un défi insurmontable pour "l'économie-monde" créée par l'Occident, qui ne parvient plus à contrôler les coûts de l'accumulation. Les trois courbes mondiales des prix de la main-d'oeuvre, des matières premières et des impôts sont partout en forte hausse depuis des décennies. La courte période néolibérale qui est en train de s'achever n'a inversé que provisoirement la tendance : à la fin des années 1990, ces coûts étaient certes moins élevés qu'en 1970, mais ils étaient bien plus importants qu'en 1945. En fait, la dernière période d'accumulation réelle - les "trente glorieuses" - n'a été possible que parce que les Etats keynésiens ont mis leurs forces au service du capital. Mais, là encore, la limite a été atteinte !

### **Y a-t-il des précédents à la phase actuelle, telle que vous la décrivez ?**

Il y en a eu beaucoup dans l'histoire de l'humanité, contrairement à ce que renvoie la représentation, forgée au milieu du XIXe siècle, d'un progrès continu et inévitable, y compris dans sa version marxiste. Je préfère me cantonner à la thèse de la possibilité du progrès, et non à son inéluctabilité. Certes, le capitalisme est le système qui a su produire, de façon extraordinaire et remarquable, le plus de biens et de richesses. Mais il faut aussi regarder la somme des pertes - pour l'environnement, pour les sociétés - qu'il a engendrées. Le seul bien, c'est celui qui permet d'obtenir pour le plus grand nombre une vie rationnelle et intelligente.

Cela dit, la crise la plus récente similaire à celle d'aujourd'hui est l'effondrement du système féodal en Europe, entre les milieux du XVe et du XVIe siècle, et son remplacement par le système capitaliste. Cette période, qui culmine avec les guerres de religion, voit s'effondrer l'emprise des autorités royales, seigneuriales et religieuses sur les plus riches communautés paysannes et sur les villes. C'est là que se construisent, par tâtonnements successifs et de façon inconsciente, des solutions inattendues dont le succès finira par "faire système" en s'étendant peu à peu, sous la forme du capitalisme.

### **Combien de temps la transition actuelle devrait-elle durer, et sur quoi pourrait-elle déboucher ?**

La période de destruction de valeur qui clôt la phase B d'un cycle Kondratieff dure généralement de deux à cinq ans avant que les conditions d'entrée dans une phase A, lorsqu'un profit réel peut de nouveau être tiré de nouvelles productions matérielles décrites par Schumpeter, sont réunies. Mais le fait que cette phase corresponde actuellement à une crise de système nous a

fait entrer dans une période de chaos politique durant laquelle les acteurs dominants, à la tête des entreprises et des Etats occidentaux, vont faire tout ce qu'il est techniquement possible pour retrouver l'équilibre, mais il est fort probable qu'ils n'y parviendront pas.

Les plus intelligents, eux, ont déjà compris qu'il fallait mettre en place quelque chose d'entièrement nouveau. Mais de multiples acteurs agissent déjà, de façon désordonnée et inconsciente, pour faire émerger de nouvelles solutions, sans que l'on sache encore quel système sortira de ces tâtonnements.

Nous sommes dans une période, assez rare, où la crise et l'impuissance des puissants laissent une place au libre arbitre de chacun : il existe aujourd'hui un laps de temps pendant lequel nous avons chacun la possibilité d'influencer l'avenir par notre action individuelle. Mais comme cet avenir sera la somme du nombre incalculable de ces actions, il est absolument impossible de prévoir quel modèle s'imposera finalement. Dans dix ans, on y verra peut-être plus clair ; dans trente ou quarante ans, un nouveau système aura émergé. Je crois qu'il est tout aussi possible de voir s'installer un système d'exploitation hélas encore plus violent que le capitalisme, que de voir au contraire se mettre en place un modèle plus égalitaire et redistributif.

**Les mutations antérieures du capitalisme ont souvent débouché sur un déplacement du centre de "l'économie-monde", par exemple depuis le Bassin méditerranéen vers la côte Atlantique de l'Europe, puis vers celle des Etats-Unis ? Le système à venir sera-t-il centré sur la Chine ?**

La crise que nous vivons correspond aussi à la fin d'un cycle politique, celui de l'hégémonie américaine, entamée également dans les années 1970. Les Etats-Unis resteront un acteur important, mais ils ne pourront plus jamais reconquérir leur position dominante face à la multiplication des centres de pouvoir, avec l'Europe occidentale, la Chine, le Brésil, l'Inde. Un nouveau pouvoir hégémonique, si l'on s'en réfère au temps long braudélien, peut mettre encore cinquante ans pour s'imposer. Mais j'ignore lequel.

En attendant, les conséquences politiques de la crise actuelle seront énormes, dans la mesure où les maîtres du système vont tenter de trouver des boucs émissaires à l'effondrement de leur hégémonie. Je pense que la moitié du peuple américain n'acceptera pas ce qui est en train de se passer. Les conflits internes vont donc s'exacerber aux Etats-Unis, qui sont en passe de devenir le pays du monde le plus instable politiquement. Et n'oubliez pas que nous, les Américains, nous sommes tous armés...

**Propos recueillis par Antoine Reverchon**

\*\*\*\*\*

## TRAVAIL / ECONOMIE

### Le gouvernement veut promouvoir le travail dominical

LEMONDE.FR avec AFP | 12.10.08 |

Le secrétaire d'Etat chargé de l'industrie et de la consommation, Luc Chatel, affirme que le travail le dimanche est de nature à favoriser la croissance et que le sujet pourrait être débattu d'ici la fin de l'année, dans un entretien au [Journal du dimanche](#). *"Partout où les magasins ouvrent le septième jour, l'activité a été favorisée. Le commerce du dimanche, c'est des emplois et de la croissance!"*, dit-il au JDD.

Commentant la proposition de loi du député UMP des Bouches-du-Rhône Richard Mallié, qui vise à étendre les dérogations au repos dominical, M. Chatel indique que *"si le calendrier le permet"*, elle pourrait être inscrite *"à l'ordre du jour de l'assemblée d'ici la fin de l'année"*. L'examen du texte avait initialement été fixé au 10 juin, avant d'être renvoyé à une date indéterminée.

*"Il existe 180 dérogations à l'interdiction du travail dominical ! On nage dans l'incertitude juridique et l'illogisme"*, juge M. Chatel qui prône une modernisation de la législation. *"Notre objectif est d'assouplir la législation, mais en préservant l'équilibre local"*, ajoute-t-il, estimant que ce sera aux *"branches d'activité et non à la loi"* de définir les conditions d'éventuels refus des salariés. Interrogé pour savoir s'il tiendrait la promesse faite par le ministre du travail, Xavier Bertrand, en décembre 2007 de doubler la paye des salariés du dimanche, Luc Chatel répond : *"La proposition de loi prévoit des majorations salariales"*. *"Nous veillerons à ce que la formule la plus bénéfique aux employés soit privilégiée"*, ajoute-t-il. Il se rendra, dimanche, au centre commercial *"Thiais-Village"*, à Thiais (Val-de-Marne), pour promouvoir le travail le dimanche et sera accompagné du ministre du travail.

Selon un [sondage](#) Ifop Publicis Consultants publié par le JDD, 67 % des Français accepteraient de travailler le dimanche, qui est payé davantage qu'en semaine, si leur employeur le leur proposait. Ils étaient 59 % prêts à accepter une telle proposition en décembre 2007, rappelle l'étude. Selon ce sondage, 52 % des Français sont par ailleurs favorables à l'ouverture des magasins le dimanche. Parmi eux, 22 % y sont *"tout à fait favorables"*, 30 % *"favorables"*. Quelque 48 % des Français n'y sont à l'inverse *"pas favorables"* (12 % *"plutôt pas"*, 36 % *"pas du tout"*).

\*\*\*\*\*

## CULTURE / LITTERATURE

## Le 14<sup>e</sup> lauréat français

LE MONDE | 10.10.08 |

Jean-Marie Gustave Le Clézio est le **103<sup>e</sup> Prix Nobel de littérature** choisi par l'Académie royale de Suède. C'est le 14<sup>e</sup> Français distingué, dès lors que l'on inclut dans la liste Frédéric Mistral (1830-1914), qui écrivait aussi en occitan et qui est colauréat du prix en 1904 avec le dramaturge espagnol José Echegaray, mais aussi Jean-Paul Sartre (1905-1980) qui a refusé le prix en 1964 et Gao Xingjian, né en Chine en 1940, mais qui a été naturalisé français en 1997 et primé en 2000.

Le tout premier Nobel de littérature fut aussi attribué en 1901 à un Français, le poète parnassien Sully Prudhomme. Avant la seconde guerre mondiale et l'interruption des attributions durant quatre ans ont été distingués Romain Rolland en 1915, Anatole France en 1921, Henri Bergson en 1927 et Roger Martin du Gard en 1937.

Mais la période faste pour les lettres françaises est celle de l'immédiat après-guerre et de la reconstruction. De 1947 à 1964, les écrivains français sont plébiscités à cinq reprises. En 1947, c'est André Gide qui ouvre le bal des récompenses, il est suivi par François Mauriac en 1952, Albert Camus en 1957 et l'écrivain diplomate Alexis Léger (Saint-John Perse), en 1960. Cette période glorieuse s'achève avec le Nobel refusé par Jean-Paul Sartre, en 1964. La France entre alors dans une zone de purgatoire qui durera plus de vingt ans. En 1985, elle en sort avec la désignation de l'écrivain Claude Simon, l'un des chefs de file du Nouveau Roman.

Des six prix Nobel attribués chaque année, (physique, chimie, médecine, économie, littérature et paix), la France n'est en tête des nations que pour la littérature. Elle devance le Royaume-Uni et les Etats-Unis, qui ont été honorés à 10 reprises. Viennent ensuite l'Allemagne, 8 fois primée, puis l'Italie et la Suède, 6 fois, l'Espagne et la Russie, 5 fois.

Si l'on s'en tient aux bassins linguistiques, l'anglais domine le palmarès avec 26 auteurs primés, devant le français (15 écrivains, en incluant le seul auteur belge récompensé à ce jour, Maurice Maeterlinck en 1911). La langue allemande a recueilli douze trophées et la langue espagnole dix.

**A. B.-M.**

\*\*\*\*\*

**ENVIRONNEMENT / ECONOMIE**



Compte rendu

## La crise écologique, facteur croissant de migrations

LE MONDE | 13.10.08 | BONN ENVOYÉ SPÉCIAL

Les effets de la crise économique commencent à se faire sentir sur les phénomènes migratoires. Selon l'anthropologue mexicaine Ursula Oswald Spring, *"la crise aux Etats-Unis a provoqué, depuis un an, le retour de 200 000 migrants vers le Mexique". "Et les envois d'argent par les travailleurs migrants, qui constituent la deuxième source de revenus du Mexique, ont baissé de 24 % cet été"*, ajoute-t-elle.

M<sup>me</sup> Oswald Spring intervenait lors de la première conférence sur les migrations liées à l'environnement, qui s'est achevée à Bonn, samedi 11 octobre, sous l'égide de l'université des Nations unies. Le contexte économique y était dans tous les esprits. *"La récession économique va ralentir la croissance et peut-être éloigner nos esprits de questions moins immédiates, comme le changement climatique, a souligné Theodore Skylakakis, un représentant du ministère grec des affaires étrangères. Nous ne devrions cependant pas oublier ce problème majeur."*

Car les bouleversements écologiques en cours n'en continuent pas moins, et les chercheurs présents à Bonn ont souligné le caractère inéluctable de nouvelles migrations dues à la dégradation environnementale. La projection effectuée il y a quelques années par le biologiste Norman Myers, qui évaluait à 200 millions le nombre de réfugiés climatiques en 2050, reste une valeur guide, qui aboutirait au doublement du nombre actuel des migrants internationaux.

*"Ce chiffre est potentiel, nuance Johannes Frühmann, du SERI, un institut de recherche basé à Vienne. Pour savoir s'il se réalisera, il faudrait mieux connaître le rôle des réseaux sociaux, du niveau économique, des facteurs culturels... Nous avons besoin de plus étudier ces questions."* Ce champ de recherche, où se croisent deux domaines qui s'ignoraient, l'environnement et les migrations, reste largement à défricher.

### SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Premier constat des experts : le lien entre dégradation environnementale et décision de migrer est encore difficile à établir, hormis quelques cas symboliques mais exceptionnels, comme celui de l'archipel de Tuvalu, dans l'océan Pacifique. *"Nous ne sommes pas encore dans une situation où le changement climatique, en tant que facteur unique, force les populations à migrer, observe Fausto Pedrazinni, représentant de l'Otan. Mais il existe des processus complexes où l'environnement a une part."*

Cependant, remarque Tamer Afifi, qui a étudié le cas égyptien pour l'université des Nations unies, *"dans de nombreux cas, la migration a une cause environnementale, même si les migrants ne la formulent pas"*. *"Ils disent qu'ils ont bougé à cause de la baisse de leur revenu ou du chômage, mais la raison sous-jacente est la désertification ou l'érosion des sols"*, précise-t-il.

L'aggravation de la crise écologique devrait renforcer le poids des facteurs environnementaux dans les décisions de migrer. *"Je ne vois pas comment un pays comme le Bangladesh, même s'il a développé une très bonne expertise dans la gestion des catastrophes météorologiques, va pouvoir faire face à une montée du niveau de la mer d'un mètre"*, remarque ainsi François Gemenne, du Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

Deuxième constat : les migrations seront le plus souvent internes aux pays, comme le montrent des études de réactions à des inondations ou à des sécheresses au Mozambique ou au Ghana. Pour les spécialistes, l'image d'habitants des pays du Sud se déversant dans les pays du Nord a peu de chances de prendre corps.

Elle a pourtant été évoquée dans un rapport sur le thème "Changements climatiques et sécurité internationale" rendu en mars par Javier Solana, le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères. Selon ce dernier, *"l'Europe doit s'attendre à une augmentation substantielle des pressions migratoires"*.

*"L'Europe et l'Afrique ne sont pas des vases communicants"*, répond un haut fonctionnaire de l'Organisation internationale des migrations. *"Il est peu probable que de grandes masses de gens émigrent vers l'Europe, reprend Johannes Frühmann. Voyager à travers le monde est facile pour nous, mais beaucoup plus difficile quand vous gagnez moins d'un dollar par jour. Il faudrait renverser la question : jusqu'à quel point voulons-nous aider les pauvres du monde à faire face ?"*

Car ce sont les plus pauvres qui seront les plus vulnérables : *"Ils sont coincés, résume François Gemenne, ils ne peuvent pas migrer."* L'enjeu revient au fond au problème lancinant de la solidarité internationale. *"On est sur le même bateau, dit Ursula Oswald Spring. On ne peut en sauver une partie en laissant couler l'autre."*

**Hervé Kempf**

---

**Une protection juridique inexistante**

L'Organisation internationale des migrations a donné, en 2007, une définition des migrants environnementaux, personnes qui *"pour des raisons contraignantes de changement soudain ou progressif de l'environnement (...) sont obligées de quitter leur résidence habituelle"*.

Mais ces migrants ne bénéficient d'aucune protection juridique. La Convention sur les réfugiés de 1951 ne concerne que les personnes *"craignant avec raison d'être persécutées du fait de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un certain groupe social ou de leurs opinions politiques"*. Une députée suédoise, Tina Acketoft, a proposé à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe d'élaborer une Convention relative au statut et aux droits de ces *"migrants écologiques"*.

\*\*\*\*\*

## LIBERTES PUBLIQUES

# La protection de la vie privée est "insuffisante" sur Internet pour 71 % des Français

LEMONDE.FR avec AFP | 14.10.08 |

Une majorité des Français, 71 %, jugent la protection de la vie privée sur Internet *"insuffisante"*, selon un sondage IPSOS réalisé au début du mois d'octobre pour la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil), [rendu public](#) lundi 13 octobre. Réalisé par téléphone auprès d'environ 940 personnes âgées de 15 ans et plus, le sondage précise également que les Français sont même 37 % à juger le niveau de protection *"pas du tout"* satisfaisant.

Gros consommateurs d'Internet, les jeunes de 18 à 24 ans, se révèlent un peu plus soucieux que les autres, commente la Cnil. Ils sont 78 % à juger la vie privée insuffisamment protégée sur Internet, *"une défiance qui ne semble pas les détourner d'internet"*, commente la commission.

## DÉFIANCE ENVERS LES FICHIERS

L'enquête d'opinion fait par ailleurs apparaître que pour 61 % des personnes interrogées, l'existence de fichiers est perçue comme une atteinte à la vie privée. 50 % des sondés ont des craintes concernant l'utilisation des fichiers de l'Etat ou privés.

Pour débattre de la protection des données personnelles, la Cnil participera avec ses homologues des pays de l'Union européenne à une conférence mondiale organisée, de mercredi à vendredi au Conseil de l'Europe, sur le thème de la "protection de la vie privée dans un monde sans frontières".

\*\*\*\*\*

## **ECONOMIE / SOCIETE / INTERNATIONAL**

Compte rendu

### **La crise risque d'aggraver la situation alimentaire**

LE MONDE | 15.10.08 |

La faim gagne du terrain. Actuellement, 923 millions d'humains en souffrent dont 75 millions de personnes supplémentaires en 2008, en raison de l'envolée des prix agricoles et du pétrole. C'est le bilan que dresse l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à la veille de la Journée mondiale de l'alimentation, fixée jeudi 16 octobre.

Cette aggravation de la sous-alimentation n'est peut-être qu'un début. *"Ce que nous avons vécu cette année, avec les émeutes de la faim, n'était pas une crise, mais une alarme. Si crise alimentaire d'ampleur mondiale il y a, elle est devant nous"*, estime Abdolreza Abbassian, économiste à la FAO. Car les marchés agricoles restent tendus, et la crise financière risque d'aggraver la situation.

Des signes d'amélioration sont pourtant perceptibles. La récolte 2008-2009 va battre des records. Selon la FAO, la production mondiale de céréales devrait augmenter de 2,8 %, notamment grâce à l'extension de la culture du blé. Ces perspectives ont permis une baisse des prix depuis six mois sur les marchés mondiaux qui avaient atteint des sommets au printemps.

#### **RÉGLEMENTATION DE LA SPÉCULATION**

Et après ? Rien n'est sûr. *"A la moindre mauvaise récolte, les prix flamberont. Comme rien n'a été fait, nous ne sommes pas à l'abri d'une succession de crises alimentaires"*, estime Hervé Guyomard, économiste à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). *"Est-on prêt pour une nouvelle augmentation de prix à l'avenir ?"*, interroge M. Abbassian. *"Je crains que non, alors que l'impact sera certainement encore plus fort pour les pays pauvres."*

La crise du printemps a permis de prendre conscience des erreurs du passé et de tomber d'accord sur quatre nécessités : investir dans l'agriculture, promouvoir l'autosuffisance alimentaire de chaque pays - et donc les cultures vivrières -, miser sur les exploitations

familiales pour assurer l'alimentation des plus pauvres, pour la plupart paysans, et développer des modes de production durable.

Mais, sur les raisons mêmes de l'envolée des cours, il n'y a pas consensus : le rôle des agrocarburants ou ceux de la spéculation et des changements des modes alimentaires dans les pays émergents font toujours débat. Par conséquent, aucune décision n'a été prise par la communauté internationale qui, en outre, n'a pas honoré ses engagements financiers. *"Même si la production augmente, le véritable problème est celui des revenus et de l'accès des plus pauvres à la production"*, estime François Danel, directeur général de l'ONG Action contre la faim.

Le problème risque même d'être amplifié par la crise financière. Car pour assurer la sécurité alimentaire mondiale d'une population qui croît, il faut investir. Or les fonds publics risquent désormais de manquer pour, par exemple, développer à moyen terme l'agriculture africaine et, dès cette année, pour financer l'aide alimentaire, craignent les organisations non gouvernementales (ONG).

A court terme, c'est donc sur les agriculteurs des pays développés qu'il faut compter pour augmenter la production. Mais rien ne dit qu'ils relèveront le défi si le crédit se raréfie et que l'achat de semences et de fertilisants s'avère impossible. De plus, faute de crédits, *"les pays pauvres auront du mal à financer leurs importations de denrées"*, redoute Abdolreza Abbassian.

Selon de nombreux experts, pour éviter une crise alimentaire majeure à venir, il faudra réduire la volatilité des prix, plus inquiétante que les cours élevés pour les consommateurs des pays pauvres comme pour les producteurs. La solution pourrait être d'utiliser des stocks régionaux afin de remettre de la marchandise sur le marché en cas de déséquilibre entre l'offre et la demande. Jusqu'ici, c'est le rôle qu'avaient joué les stocks européens et américains, avant que ces outils de régulation disparaissent.

Sur ce point, la crise financière pourrait s'avérer bénéfique. Même si, ces dernières semaines, elle a occulté la crise alimentaire, elle a aussi fait ressurgir l'idée d'une régulation mondiale. Sur la scène alimentaire, le débat avait émergé au printemps. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (Ifpri), basé à Washington, qui estime nécessaire une coordination mondiale, avait ainsi appelé à la réduction et à la stabilisation des prix grâce à la mise en place d'une réglementation de la spéculation et de stocks de céréales publics partagés. Mais les nombreuses voix qui s'étaient élevées alors semblaient inaudibles.

**Laetitia Clavreul**

---

**22 pays vulnérables**

**Pays concernés :** selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 89 % des personnes souffrant de la faim vivent en Asie ou en Afrique. Vingt-deux pays sont notamment vulnérables à la flambée des prix en raison de sous-alimentation chronique, ainsi que d'une forte dépendance vis-à-vis des importations de produits pétroliers et de céréales. Il s'agit de l'Erythrée, du Niger, des Comores, du Botswana, du Liberia, du Burundi, de la Sierra Leone, du Zimbabwe, de l'Ethiopie, de la Zambie, de la République centrafricaine, du Mozambique, de la Tanzanie, de la Guinée-Bissau, de Madagascar, du Malawi, du Rwanda, du Kenya, du Tadjikistan, du Cambodge, de la Corée du Nord et d'Haïti.

**Aide alimentaire :** selon le Programme alimentaire mondial (PAM), l'aide internationale est tombée en 2008 à son niveau le plus bas depuis quarante ans, alors que de plus en plus de pays ont besoin d'une aide d'urgence.

\*\*\*\*\*

## **ECONOMIE / SALAIRES / INEGALITES**

# La mondialisation financière contribue à accroître les inégalités salariales

LE MONDE | 16.10.08 |

Depuis le début des années 1990, les inégalités de revenus se sont accentuées dans une majorité de pays en dépit d'une très forte augmentation de l'emploi. Intimement lié à la "mondialisation financière", le phénomène risque de s'aggraver avec la crise du secteur bancaire et l'écroulement des Bourses, d'après un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) rendu public jeudi 16 octobre. Ses conclusions vont peser dans les débats qui s'esquissent à propos de la réforme du système financier international.

C'est la première fois que l'OIT réalise une étude aussi "complète" sur le partage des fruits de la croissance, aux dires de ses auteurs. Dans 51 pays (sur les 73 pour lesquels des données étaient disponibles), la part des salaires dans le "revenu total" a reculé au cours des deux dernières décennies. La diminution la plus forte s'est produite en Amérique latine et dans les Caraïbes (13 points en moins), suivies de l'Asie et de la région du Pacifique (- 10 points).

De même, le fossé s'est élargi entre les salariés du premier décile (c'est-à-dire les 10 % les mieux payés) et ceux du dernier décile (les 10 % les moins bien rétribués) dans 18 pays sur les 27 observés. Particulièrement forte en Hongrie, en Pologne, au Portugal et aux Etats-Unis, cette

tendance a également touché des Etats où les inégalités étaient, jusqu'à présent, peu marquées (Danemark, Suède). Quelques pays, comme la France ou l'Espagne, ont enregistré le mouvement inverse.

## "LA PERFORMANCE"

La disparité des revenus s'est creusée, notamment sous l'effet des systèmes de *"rémunération basée sur la performance"* mis en place pour les cadres dirigeants et les chefs d'entreprise. Aux Etats-Unis, par exemple, les présidents exécutifs des quinze plus grands groupes percevaient une rémunération 521 fois plus élevée que celle d'un employé en 2007 (contre 370 fois en 2003). L'Australie, l'Allemagne, Hongkong, les Pays-Bas et l'Afrique du Sud ont connu des évolutions similaires.

De telles pratiques ont *"engendré des effets très modérés, voire inexistantes sur la performance des entreprises"*, souligne Raymond Torres, directeur de l'Institut international d'études sociales (une structure *"autonome"* de l'OIT, qui a réalisé le rapport). Elles se sont probablement développées à la faveur de *"la position dominante"* que les dirigeants d'entreprises occupent *"dans la négociation avec les actionnaires"*.

Ces *"modèles inégalitaires reflètent (...) un processus de mondialisation financière"* qui résulte de la déréglementation des flux de capitaux à l'échelle internationale, selon l'OIT. Ce phénomène a amplifié l'instabilité économique : dans les années 1990, les crises du système bancaire ont été nettement plus fréquentes qu'auparavant, entraînant, au passage, d'importantes destructions d'emplois qui ont frappé les ménages *"les plus vulnérables"*.

Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer, rappelle le rapport. Mais dans la majorité des pays membres de l'OIT, les politiques fiscales sont devenues moins redistributives. Ainsi, entre 1993 et 2007, le taux d'imposition moyen des ménages situés en haut de l'échelle des revenus a baissé de trois points, passant de 37 % à 34 %. Idem pour les entreprises (- 10,4 points). D'après l'OIT, les politiques sociales n'ont généralement pas contrebalancé *"cette moindre progressivité de l'impôt"*.

Bertrand Bissuel

\*\*\*\*\*

## ECONOMIE

# Le retour de l'Etat, la solution aux dérapages du marché ?

## Six économistes répondent

LE MONDE | 17.10.08 |

### **MICHEL AGLIETTA, PROFESSEUR À PARIS-X-NANTERRE**

"Les mécanismes d'autorégulation des marchés ont montré leurs limites. Les banques centrales ont dû remplacer un marché de gros de la liquidité qui a cessé de fonctionner par des lignes coordonnées de crédit. Elles ont aussi tenté de conjurer la récession par une baisse coordonnée des taux d'intérêt directeurs.

Mais les Etats vont avoir un rôle à jouer par rapport à ce que j'appelle un "effet de second tour" : la récession va engendrer une baisse de la demande privée et une diminution des profits. Les banques pourraient ne pas supporter de nouvelles couches de mauvaises dettes venant des entreprises. D'où la nécessité pour les Etats de renforcer leur capital très rapidement.

Les autorités monétaires sont aujourd'hui en droit d'imposer une régulation plus stricte pour éviter le retour d'un endettement excessif. Elles devront étendre le contrôle prudentiel à des entités financières actuellement non régulées et imposer au hors bilan les mêmes règles qu'au bilan. Dans une finance globalisée, ces règles doivent être adoptées aussi par les pays émergents. Sans parler des places offshore.

Quant aux banques centrales, il faut qu'elles se dotent d'outils capables d'enrayer les bulles. Dans la phase euphorique du cycle, elles doivent pouvoir freiner l'expansion excessive du crédit par des exigences en capital qui augmentent avec la croissance du crédit. Il s'agit d'un outil contracyclique qui accompagnerait le taux d'intérêt à la poursuite d'un double objectif de stabilité financière et monétaire."

### **HENRI STERDYNIAK, PROFESSEUR À PARIS-IX-DAUPHINE**

"Les banques ont pour fonction de permettre un financement régulier et satisfaisant de l'économie. Elles se sont détournées de cette activité essentielle pour aller chercher un surcroît de rentabilité sur les marchés financiers. L'instabilité des marchés financiers a provoqué en retour un choc injustifiable sur les marchés boursiers et ceux des changes. L'Etat a aujourd'hui les cartes en main pour restructurer le système bancaire et assurer un financement satisfaisant des entreprises et des ménages. Mais il est à craindre que dans trois ou quatre ans, après avoir fait payer ce sauvetage au contribuable, l'Etat laisse de nouveau les banques libres d'agir comme elles l'entendent."



**GILLES ETRILLARD, PRÉSIDENT DU FONDS LFPI, FONDATEUR DE LA "REVUE FRANÇAISE D'ÉCONOMIE"**

"Il est faux de dire qu'un quelconque retrait de l'Etat serait à l'origine de la crise. Les réglementations strictes du secteur bancaire n'ont pas permis d'éviter la crise. Elles ont au contraire encouragé une externalisation du risque bancaire et permis, grâce à une liquidité excessive de la politique monétaire américaine, une distribution laxiste du crédit. Ces règles n'ont pas empêché le retour en boomerang des crédits douteux au sein des établissements bancaires.

Ce sont bien les banques qui sont au coeur de la tourmente et bien moins les véhicules d'investissement non réglementés. La panique des derniers jours n'a aucun sens. Les Etats ont donc eu raison d'intervenir puisque leur sagesse est à proportion de leur pérennité... Les crises de confiance bancaires ne se règlent que par un prêteur en dernier ressort comme les banques centrales, mais les Etats ont dû se substituer à elles pour apporter une garantie généralisée. On doit espérer que leur présence au capital des banques ne sera que partielle et temporaire. Au sein de l'Union européenne (UE), seuls les Etats nationaux sont à même de supporter les risques de leurs établissements et l'Europe ne saurait participer à un effort dit global qui aboutirait à faire supporter au contribuable européen la facture que son homologue et ami américain doit payer."

**JEAN-PAUL POLLIN, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ D'ORLÉANS**

"On a trop facilement admis que les marchés étaient capables de s'autoréguler. Or la crise actuelle montre la limite de cette croyance.

Les banques centrales ont été obligées d'accepter des créances de qualité douteuse pour assurer la liquidité des banques et sont intervenues sur le marché des billets de trésorerie (créances de court terme émises par les entreprises). Les Etats ont racheté des créances "toxiques" pour solvabiliser les établissements financiers.

Sans ces interventions centralisées, les marchés monétaires et financiers auraient cessé de fonctionner. Or ces défaillances ne sont pas étrangères à la théorie économique. Cette crise de liquidité montre qu'il existe des "externalités" entre les intervenants sur les marchés. C'est-à-dire que les opérations des uns contraignent les opérations des autres, entraînant un déséquilibre cumulatif, que seule une intervention publique peut freiner.

Par ailleurs, l'opacité induite par la titrisation des créances a engendré une défiance généralisée entre institutions financières. Et l'on sait que lorsque les acheteurs et les vendeurs ne sont pas équitablement informés, le marché peut s'effondrer.

L'intervention obligée de l'Etat et des banques centrales a pour nécessaire contrepartie un retour à la régulation. Il faudra imposer un meilleur contrôle des risques, des exigences de liquidité, une révision des systèmes de rémunération, une séparation entre activités de marchés et activités bancaires... Soit des conditions essentielles au retour de la confiance."

**GUNTHER CAPELLE-BLANCARD, PROFESSEUR À PARIS-I-PANTHÉON-SORBONNE**

"Le retour de l'Etat ? Mais il n'a jamais quitté le secteur. Le secteur bancaire est l'un des plus réglementés, précisément en raison de la contrainte qu'a l'Etat de pérenniser le système bancaire.

Le risque ne surgit pas forcément là où on l'attend. En 2006, nombreux étaient ceux qui estimaient que les hedge funds (*fonds spéculatifs*) représentaient un facteur de risque systémique. On voit aujourd'hui qu'ils ne sont pas le maillon faible.

Le maillon faible, c'était la titrisation, c'est-à-dire la possibilité laissée à un prêteur de disséminer ses risques. La titrisation a été l'un des moteurs de la bulle immobilière aux Etats-Unis. Pour corriger le système, l'idée n'est pas d'interdire la titrisation, mais d'empêcher celui qui titrise de vendre la totalité du risque qu'il a créé. Il doit en conserver une partie pour lui.

Jusqu'à aujourd'hui, on pensait que le risque systémique provenait de la concentration des risques sur des établissements trop gros. Alors, on a privilégié la dispersion des risques. Mais à trop disséminer les risques, on ne sait plus qui supporte quoi.

Les pistes de réflexion sur l'encadrement de la prise de risque sont multiples. Elles passent aussi par le contrôle des rémunérations. Donner des primes phénoménales aux traders alors qu'ils n'assument pas personnellement les risques n'a pas de sens. Mieux vaudrait calculer les bonus sur la durée plutôt que sur une année."

**MARIO DEHOVE, ENSEIGNANT À PARIS-IX-DAUPHINE**

"L'Etat joue aujourd'hui son rôle de prêteur et investisseur en dernier ressort. Les nationalisations qui ont lieu ici ou là signent-elles pour autant un retour du dirigisme ? Non. Non seulement, l'intervention de l'Etat demeure dans un registre classique, mais c'est l'Etat qui vient au secours du marché et qui en est devenu l'otage.

Toutefois, si la crise s'aggravait et pénétrait le marché des changes, alors les choses pourraient changer. Mais pour l'instant, nous ne sommes pas dans ce que les économistes appellent une crise jumelle, où l'on voit une crise bancaire et une crise de change éclater ensemble. Dans cette situation, la position de la banque centrale est très délicate, car elle doit monter les taux pour protéger la monnaie et baisser les taux pour aider les banques.

Tant que l'euro et le dollar ne rentrent pas en crise, il n'y a pas lieu de réorganiser le système monétaire international. Nous restons aujourd'hui dans des limites que le système sait gérer.

En revanche, des perspectives de régulations nouvelles sont ouvertes sur les activités hors bilan des banques. Il faudra relever à nouveau les frontières qui avaient été érigées entre banques et finances de marché. On a cru longtemps que l'autorégulation pouvait normer le système. C'est faux. Les banques elles-mêmes ont cédé à la panique par un "run" qui a fermé les guichets interbancaires. L'idée que les marchés financiers peuvent s'autoréguler est une illusion. Il est aussi urgent que l'Etat ou l'UE crée une agence chargée d'intervenir sur les marchés financiers pour les stabiliser et d'organiser la traçabilité des produits financiers qui y circulent."

**Propos recueillis par Yves Mamou**

\*\*\*\*\*

## ECONOMIE

**Hantés par la crise de 1929, Les états ont finalement tendu la main à une planète financière déboussolée. Pour l'économiste Daniel Cohen, la crise sanctionne les errements d'un système ultralibéral né dans les années 1980 avec Thatcher et Reagan. " Beaucoup de dogmes vont tomber ", prévient-il.**

### Crise : le procès d'une perversion du capitalisme

LE MONDE 2 | 17.10.08 |

*Personne n'imaginait que la situation était grave au point que le paralytique doive racheter l'aveugle", déclarait au Monde l'économiste Daniel Cohen, commentant le rachat le 16 mars quasiment "pour un franc symbolique" de la banque d'affaires en pleine débâcle Bear Stearns par la banque JP Morgan. Cette nouvelle inouïe faisait tomber le dollar à son niveau le plus bas face à l'euro, déclenchant un vent de panique chez les investisseurs qui se précipitaient sur l'or et les emprunts d'Etat. Daniel Cohen, professeur d'économie à l'Ecole normale supérieure, auteur notamment de *Trois Leçons sur la société post-industrielle* (Seuil, 2006) – et éditorialiste associé au Monde –, annonçait alors une accélération du processus : "Le château de cartes s'effondre. Une aversion au risque s'installe. Les banques ne se font plus confiance entre elles. Le coût du financement se durcit (...). La défiance engendre la défiance et le système financier s'installe dans un cercle vicieux." Il appelait à "faire sauter les barrières intellectuelles" et à l'intervention de l'Etat.*

Aujourd'hui, Etats-Unis et Grande-Bretagne en tête, les Etats nationalisent les banques et garantissent l'épargne populaire pour éviter la répétition d'un scénario à la 1929. La barrière intellectuelle – le dogme de la main invisible et de l'autorégulation du capitalisme, la liquidation

de l'Etat, le *"laisser-faire"* dans les marchés financiers – a volé en éclats. La période du libéralisme sans entraves ouverte par Margaret Thatcher et Ronald Reagan, du capitalisme financier dérégulé et des golden boys jouant avec des titres douteux et l'argent des autres semble révolue. Comment en sommes-nous arrivés à une telle défaite des grands principes du capitalisme réglementé et moralisé apparus après la grande crise de 1929, ses millions de chômeurs et ses conséquences politiques désastreuses – la montée de l'extrême gauche et du fascisme ? Comment avons-nous oublié les leçons de John Maynard Keynes, Hyman Minsky ou James K. Galbraith sur l'instabilité financière, le rôle décisif du politique et d'un Etat-providence dans les périodes difficiles ? Faut-il parler de *"révisionnisme"*, comme le suggère Daniel Cohen ? Entretien.

**Dans les années 1980, déjà, on voyait les golden boys et les yuppies, les premiers héros de Wall Street, lessivés par le krach de 1987. Cette dérive du capitalisme financier ne date pas d'aujourd'hui ?**

**Daniel Cohen :** Les années 1980 ont vu la fin de ce qu'on peut appeler le capitalisme *"managérial"*, le capitalisme industriel issu de la grande tradition *"fordiste"*. C'était un âge où les employés passaient parfois leur vie dans la même entreprise, profitant d'avantages sociaux conséquents. Ce capitalisme s'est déployé après guerre, dans les années 1950-1960. Il prolongeait la révolution industrielle des années 1920, une époque où les grands capitaines d'industrie remplacent les patrons issus du capitalisme familial du XIX<sup>e</sup> siècle. A la suite de la grande crise de 1929 qui a ruiné des milliers d'entreprises, fabriqué des millions de chômeurs, la Bourse a été disqualifiée. Durant les années d'après guerre, elle ne donnait quasiment plus son avis sur la gestion des firmes, laissant le champ libre aux *"managers"*. La spéculation, les coups de Bourse étaient déconsidérés.

**En 1924, Erich von Stroheim tourne Les Rapaces, son chef-d'œuvre sur les conséquences sociales de la cupidité. En 1987, les traders Michael Milken et Ivan Boesky inspirent Wall Street d'Oliver Stone, en déclarant "Greed is good", la rapacité est bonne. Juste avant d'être emprisonnés pour délit d'initié. Nous n'apprenons jamais ?**

Beaucoup aujourd'hui instruisent le procès du capitalisme financier contemporain au regard de ce qu'avait été le capitalisme industriel, souvent interprété comme un capitalisme social. Essayons de démêler tout cela... Le point de départ de ce bouleversement sont les années 1980 avec la dérégulation du marché financier. Cette révolution financière, développée par Margaret Thatcher et Ronald Reagan, ouvre à Wall Street un nouveau champ d'action : le démantèlement des vieux conglomérats, la mise en coupe des entreprises les moins rentables. C'est la fin du capitalisme managérial. En même temps, avec l'effondrement du bloc soviétique en 1989, la mondialisation commence... C'est la toile de fond de la crise actuelle.

**Comment en est-on arrivé à rejeter l'Etat-providence, à décrédibiliser John M. Keynes, tout ce système inventé pour empêcher une nouvelle crise de 1929, et qui a fait les beaux jours des années 1950-1960 ?**

Avec Reagan et Thatcher, on passe d'une "ambiance intellectuelle" à une autre, on change de paradigme. Après guerre, les pays industrialisés sont profondément marqués par un mode de fonctionnement qu'on peut résumer par une trilogie : le keynésianisme, le fordisme, l'Etat-providence. Pour Keynes, qui a beaucoup influencé les gouvernements anglo-saxons avant et après la guerre de 1939-1945, la politique économique, la politique monétaire, la politique budgétaire peuvent réguler les cycles économiques, soutenir la consommation et la demande donc la production, tendre à l'équilibre du plein-emploi. Cet équilibre, explique-t-il dans la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), n'est jamais atteint mécaniquement par le jeu des marchés. Cela ne l'empêche pas de défendre l'esprit d'entreprise, le marché, mais il faut à ses yeux les réguler par des politiques macroéconomiques appropriées. Le fordisme, la grande entreprise capitaliste, lie de son côté le destin des ouvriers à celui de la firme. On y fait carrière, on trouve sa place à l'intérieur de l'appareil de production, on profite d'avantages sociaux. L'Etat-providence enfin complète et corrige ces deux processus. Il lance des grands travaux, intervient dans la production via les grandes entreprises nationales, etc. En même temps, il généralise l'aide sociale. Dans les années 1950-1960, la Sécurité sociale protège tous ceux qui ne sont pas dans le processus de production, les personnes âgées, les femmes en maternité, les chômeurs, considérés comme peu nombreux. Tout ce qui se passe au niveau de la vie professionnelle est censé être pris en charge par l'entreprise. C'est ce système qu'on quitte dans les années 1980.

**Une réelle nostalgie de l'Etat-providence se développe aujourd'hui que la crise est là. Pourtant nous ne sommes plus dans la situation de plein-emploi, de consommation et de productivité florissantes des "trente glorieuses".**

Nous avons certainement pas mal vécu dans les années 1950-1960, même si le système ne fonctionnait pas si bien. Derrière la politique économique keynésienne, il y a l'entreprise très organisée, qui structure toute la société, de l'ouvrier spécialisé à l'ingénieur. Tout n'est pas rose : le travail à la chaîne met le "travail en miettes", pour reprendre l'expression du sociologue Georges Friedmann. Néanmoins, l'usine donnait alors une force et une dignité à la classe ouvrière, fière de sa place à l'intérieur de la société. En même temps l'Etat-providence est très différent en Allemagne, en France ou en Suède, épousant à chaque fois les conditions singulières de sa mise en œuvre. Ce système va rencontrer ses limites dans les années 1970 avec ce qu'on a appelé la "stagflation", c'est-à-dire la hausse simultanée du chômage et de l'inflation, après le premier choc pétrolier. Dans le schéma de Keynes, soit on a du chômage, mais alors des prix faibles et supportables, soit on a du plein-emploi, et un risque inflationniste – c'est ce qu'on appelle la courbe de Phillips. Ce système connaît un dysfonctionnement dans

les années 1970. Nous n'assistons pas à un déficit de la consommation, mais à un choc négatif de la productivité des entreprises, de leur solvabilité. Tout à coup le système keynésien se trouve décrédibilisé parce qu'il ne produit pas les bonnes recettes à ce moment-là – et seulement à ce moment-là.

**C'est l'époque des politiques de relance qui ne marchent pas. Mais comment expliquer la prise de pouvoir du capitalisme financier ?**

Tous les gouvernements, celui de Mitterrand parmi d'autres, essaient de faire de la relance de la consommation comme le voulaient les préceptes keynésiens. Ces politiques échouent, toutes. En même temps, les charges de l'Etat-providence augmentent avec le chômage, il part bientôt à la dérive, fait l'objet de plans de rigueur draconiens. Quant au type d'organisation du travail du fordisme, avec ses plans de carrière ouvrière, sa politique sociale, ses syndicats, il n'apporte plus de gains de productivité. Cette remise en question des gains de productivité des entreprises mène directement à Reagan et Thatcher, c'est-à-dire au démantèlement de l'organisation du travail et des syndicats, à l'éclatement des organisations managériales, et à la prise de contrôle par la Bourse du fonctionnement des entreprises. C'est une rupture essentielle. En quelques années, les managers, qui étaient des salariés comme les autres, sont sortis de la condition salariale, voient leurs destins indexés sur la Bourse. La révolution financière commence là. Elle donne le pouvoir aux actionnaires, indexe la rémunération des patrons sur la Bourse, ce qui explique l'explosion de leurs salaires. Ils vont désormais se soumettre aux impératifs de la Bourse, puisqu'ils en sont dorénavant partie prenante..

**C'est aussi l'époque où des économistes comme Friedrich Hayek, Milton Friedman, l'école de Chicago imposent leurs vues aux politiques. Ils refont l'éloge de "la main invisible", tant décriée en 1929.**

En effet, politiques et économistes substituent dans les années 1980 un contre-paradigme à Keynes, s'appuyant sur Milton Friedman et ceux qu'on a appelés les "néomonétaristes". Ils prônent l'inactivité de l'Etat comme principe de régulation. Ils dénoncent l'Etat-providence comme coupable de toutes les erreurs et de la perte de compétitivité des entreprises. Le marché dérégulé est posé comme infaillible, le chômage comme naturel, l'inflation un phénomène purement monétaire. Il est sûr que la vogue pour ces théories, ce " *fondamentalisme du marché* " très critiqué par la suite par le prix Nobel d'économie (2001) Joseph Stiglitz par exemple, a beaucoup joué dans le développement d'un capitalisme financier laissé à lui-même. Une question demeure cependant : pourquoi, en dépit de crises récurrentes, cette époque a-t-elle duré si longtemps ?

**Depuis le premier krach de 1987, nous avons vu les crises et les bulles se multiplier. Elles semblent être chroniques, pour ne pas dire systémiques.**

On constate une grande crise par décennie. A la fin des années 1980, après le krach de 1987, les savings and loan, les caisses d'épargne américaines, font faillite. Elles sont sauvées par le président Bush père, avec un plan qui paraissait très important à l'époque, 125 milliards de dollars – aujourd'hui, nous en sommes déjà à 1 000 milliards. Ensuite, à la fin des années 1990, la bulle Internet éclate. Et maintenant, la crise immobilière est en train de dégénérer en une crise financière et économique générale. Des études comparatives sur les crises financières ont montré qu'elles s'accéléraient bel et bien depuis le choc pétrolier de 1973, même en comparaison de ce qu'elles étaient au XIX<sup>e</sup> siècle. Pourquoi ? Ici encore, il faut bien démêler l'écheveau. Le coup d'envoi de la révolution financière est donné par les changements de gouvernance des entreprises, désormais soumises aux sollicitations de la Bourse. Sommées de produire des rendements rapides et concurrentiels, les entreprises vont se lancer dans une rationalisation effrénée de leurs coûts de fonctionnement et réduire leur champ d'activité au segment pour lequel elles développent véritablement un avantage comparatif. La norme, dans ce nouveau capitalisme financier, consiste à produire juste la tranche de la chaîne de valeur qui correspond à votre savoir-faire – ce qui constitue votre avantage comparatif. Tout le reste va être externalisé, mis en concurrence, laissé au marché. Par exemple, dans une entreprise des années 1950-1960, la cantine, le gardiennage, le nettoyage, la comptabilité étaient assurés par des salariés de l'entreprise. Cela faisait comme une grande famille, tout était produit sur place. Avec l'externalisation, plus aucun de ces services n'est produit par la firme, eux-mêmes sont mis en concurrence.

### **Cette maximisation touche aussi l'intérieur de l'entreprise, c'est l'époque du grand dégraissage...**

A l'intérieur même de l'entreprise, toute l'activité tend à être segmentée, rendue plus efficace, jusqu'à ne conserver que le mince segment de la chaîne de valeur capable de faire la différence avec les concurrents. On tend ainsi vers des "entreprises sans employés", un processus qui a été accéléré par la révolution technologique et les nouvelles industries de la communication. Ces entreprises nouvelles ne sont plus de vastes groupements de travailleurs comme autrefois, effectuant tous les services, défendant leur emploi, elles deviennent des unités produisant l'avantage comparatif mis en concurrence par le marché. La mondialisation arrivant, élargissant la concurrence, offrant des mains-d'œuvre moins chères, va parachever ce processus. On ne voit pas comment cet aspect du capitalisme pourrait changer. Il est certain que les critiques qui commencent à être menées, au vu de la crise écologique grandissante et des problèmes sociaux, contre son "court-termisme" chronique auront plus de poids. Mais la dynamique du "capitalisme monde", éclatant la chaîne de valeurs aux quatre coins de la planète, ne devrait guère être modifiée. Ce serait naïf de le penser.

**Cependant, le "capitalisme monde" d'aujourd'hui, en Asie notamment, subit les contrecoups des déréglementations actuelles. Comment cette crise est-elle devenue mondiale ?**

La crise actuelle constitue une forme de perversion du système financier, une excroissance dangereuse et inutile jusqu'ici contenue. Dès 1987, juste après le premier krach boursier, nous aurions dû réfléchir. Mais c'est l'inverse qui s'est produit, avec l'arrivée d'Alan Greenspan à la direction de la Réserve fédérale américaine. Sous sa houlette, le meilleur et le pire vont alterner. Il va autoriser l'argent facile, libérer des liquidités considérables qui vont favoriser les opérations à haut risque financées à crédit. La finance du marché va fabriquer une nouvelle intermédiation financière totalement affranchie des règles qui pesaient sur le système financier classique. A la faveur de l'ambiance intellectuelle de la déréglementation voulue par Reagan, entérinée par Alan Greenspan, une deuxième couche d'intermédiation financière va apparaître, qui va doubler le circuit bancaire traditionnel. Ce qu'on appelle le *shadow banking system*. Il pèse 10 000 milliards de dollars, autant que le système bancaire classique, sauf que lui est affranchi des réglementations et des règles prudentielles qui s'appliquent aux banques de dépôts, n'étant pas pris dans le compas des régulateurs. Il s'agit de banques d'investissement qui se financent sur le marché, font des opérations de marché. Ce sont les *hedge funds*, les fonds de *private equity*, les compagnies d'assurances.

Prenez AIG, American International Group : en tant que compagnie d'assurances, elle n'était pas soumise à la même vigilance que les banques de dépôts. Elle a pu créer un département AIG Finances, qui s'est retrouvé le premier opérateur de ce qu'on appelle les credit default swaps, qui garantissent un créancier contre les risques de faillite du débiteur. Les banques commerciales jouent également à ce jeu, en développant des services financiers logés en dehors de leurs bilans, dans des structures ad hoc qui achètent allègrement les crédits risqués des subprimes. Cela le plus légalement possible, en profitant des trous dans le système de régulation, mais aussi d'un certain laxisme des autorités, qui auraient très bien pu s'apercevoir de la combine si elles avaient été plus vigilantes. Mais elles ne l'ont pas fait. Pourquoi ? Sans doute parce qu'elles étaient convaincues par le bain d'idées ambiant, ce nouveau paradigme du marché entièrement laissé à lui-même, selon lequel toutes ces opérations financières pouvaient s'autoréguler. Sans cela, elles auraient commencé à demander à ouvrir les livres de comptes.

**Pour sa défense Alan Greenspan explique que l'Amérique voulait vivre à crédit, que c'était un "choix de vie", une "liberté fondamentale" – pris en partie sur le dos du reste du monde...**

Alan Greenspan faisait un plaidoyer *pro domo* – d'autojustification. L'acte fondateur responsable de la séquence qui conduit à la crise, c'est la politique extrêmement libérale des taux d'intérêt du crédit menée par la Réserve fédérale. Les macroéconomistes, quel que soit leur horizon,



s'accordent tous sur ce point. Après la crise du 11-Septembre, qui venait juste après l'éclatement de la bulle Internet, Greenspan a craint que la conjonction des deux événements ne provoque une récession. Il a donc mené une politique totalement laxiste de taux d'intérêt très bas par rapport aux normes nécessaires. Ce faisant, il a accéléré un processus explosif. D'une part, une énorme baisse de l'épargne des ménages américains et ensuite la formidable détérioration de la balance des paiements des Etats-Unis. Les Américains ont continué de dépenser et consommer comme s'ils étaient aussi riches qu'avant, ou que leurs voisins. Ils ont résisté à l'explosion des inégalités de revenu grâce au crédit. Ils se disaient : *"Je ne gagne pas autant qu'un gars de Wall Street, mais je vais m'acheter la même voiture, le grand écran HD, etc."*. A crédit. Le problème s'est redoublé du fait que Greenspan autorisait cette politique d'argent facile, qui a entretenu le boom immobilier – partout, y compris en France où les prix ont été multipliés par 2,5 entre 1997 et aujourd'hui. Le résultat a été de créer une accélération des crédits, puis la bulle immobilière que nous connaissons actuellement. On peut parler d'une grave erreur de politique économique.

**Depuis vingt ans, Greenspan et tous ces financiers et traders de Wall Street étaient présentés comme les nouveaux héros du capitalisme, des sortes de génies incontournables. C'est la fin de cette époque ?**

C'étaient un peu les nouveaux aventuriers de l'Arche perdue. Et ils le revendiquaient. Ils défendaient leurs primes colossales, ils disaient participer à l'expansion et à la croissance, ils se comportaient avec l'arrogance de nouveaux riches, se croyaient des révolutionnaires. C'était le genre *"Oui, j'ai gagné 100 millions de dollars, et je vous emmerde. Il faudrait que tout le monde puisse le faire"*. L'ambiance intellectuelle et médiatique faisait qu'ils n'avaient même pas l'impression de fauter, ni économiquement ni moralement. Ils étaient l'avant-garde !

C'est cette avidité, cette inconscience qui vont être sanctionnées. Surtout si Barack Obama est élu, parce qu'il est démocrate, mais surtout parce qu'il va se trouver dans une situation de croissance très limitée, avec une énorme demande de redistribution. Aux Etats-Unis, les inégalités sont devenues tout à fait extravagantes. Les données collectées par mes collègues Thomas Piketty et Emmanuel Saez montrent que le 1 % le plus riche de la population a retrouvé le poids qui était le sien au début du XX<sup>e</sup> siècle, à l'âge d'or des rentiers : ils gagnent plus de 16 % du revenu national, contre 7 % après guerre. C'est une véritable perversion du capitalisme traditionnel. Dans son ouvrage classique *L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme* (1904), Max Weber explique que si le capitalisme ne se caractérisait que par l'avarice, l'envie d'argent, les inégalités, alors il se serait développé au Moyen-Orient chez les marchands phéniciens, ou dans la riche Venise du commerce des épices. Or il est apparu en Angleterre, puis s'est développé aux Etats-Unis et en Europe du Nord. S'il reconnaît que la cupidité, le *greed*, constitue un des ressorts fondamentaux de l'activité humaine, il montre

comment le capitalisme des origines rationalise cet appétit, construit des rapports de confiance et de contrat, rééquilibre l'ensemble avec la libre concurrence, des règles, des lois, etc.

**Dans une interview donnée au *Journal du dimanche*, Dominique Strauss-Kahn explique que les rémunérations colossales consenties aux traders comme aux dirigeants alimentaient le système. Qu'en dites-vous ?**

C'est le cœur du système. Le *Financial Times* cite une étude calculant les rémunérations des grands dirigeants d'établissements financiers internationaux sur les trois dernières années. Ils ont trouvé 95 milliards, presque 100 milliards de revenus. Pour 1 000 milliards de pertes. C'est un mécanisme qui a bien été décrit par Paul Krugman, professeur à Princeton et chroniqueur du *New York Times*, à propos d'autres phénomènes de spirale, qu'il appelle "*mécanisme panglossien*" – de Pangloss, le héros de Voltaire qui croit vivre dans le "*meilleur des mondes possibles*". A partir du moment où des traders et financiers s'enrichissent sur l'argent des autres, qu'ils ne mettent pas sur la table leur propre capital, se financent à crédit pour monter des opérations, un mécanisme pervers se met en œuvre. Si ce crédit génère des gains, vous les partagez avec l'investisseur qui vous a financé – et vous remboursez votre dette. Si vous jouez sur 100, qu'il y a un gain de 10 %, vous l'empochez. Si vous jouez sur 1 000, vous gagnez 100. C'est là que la spirale s'installe. Vous êtes poussé à jouer sur la plus grande échelle possible, et à minimiser le capital investi pour avoir l'effet de levier maximum. Le problème c'est que si l'investissement est un "*crédit pourri*", insolvable, les pertes sont forcément pour celui qui vous a prêté : c'est-à-dire la société, les déposants ou ceux qui vont se protéger en mutualisant les pertes. Lorsqu'un investisseur n'est pas soumis à une réglementation qui l'oblige à apporter son propre capital, il ne voit que le meilleur des mondes possibles : c'est le mécanisme panglossien. Il ignore rationnellement le risque, parce que le principe de rémunération est asymétrique.

**C'est vraiment " *Pile je gagne, face tu perds* "...**

C'est cela. Le spéculateur ignore la perte, parce que s'il gagne, il gagne tout, et s'il perd, il perd éventuellement sa carrière, mais ce ne sera jamais proportionné au volume des pertes qu'il a fait subir aux autres. On ne peut pas "*réinternaliser*" sur un individu les risques qu'il a fait courir aux autres. Et pour tous ces financiers qui ont gagné 100 milliards pour 1 000 milliards de pertes, eh bien, ils ont toujours gagné leurs 100 milliards. Quant aux pertes, elles doivent être épongées par l'Etat et les contribuables. On pourra faire tout ce qu'on veut, on ne pourra jamais réinternaliser les 1 000 milliards que ces Pangloss ont fait perdre à la société. C'est la raison pour laquelle, aujourd'hui, sachant qu'on ne peut pas corriger le mal *ex post*, après coup, il faut instituer des réglementations *ex ante*, avant d'en arriver là.

**Comment les régulateurs, les agences de notation ont-ils pu laisser faire ?**

Nous sommes là à l'intersection du dysfonctionnement du système et de l'idéologie régnante du *"laisser-faire"*, de la *"rapacité est bonne"*. Les agences de notation ont joué un rôle essentiel dans la propagation de cette crise, en rendant possible la circulation d'actifs financiers réputés excellents mais qui se sont révélés des foyers de perte. Des agences de notation crédibles sont la condition nécessaire de la nouvelle finance de marché, et du processus appelé *"titrisation"* qui permet de revendre immédiatement une créance, hypothécaire par exemple, au lieu de la garder jusqu'à son terme. Or les agences de notation ont failli. Pourquoi ? Elles étaient des deux côtés de la barrière : payées pour labelliser des produits qu'elles avaient elles-mêmes aidé à fabriquer.

Quand on réfléchit avec le recul, c'est assez extraordinaire ! Tout l'équilibre financier international reposait sur le jugement d'agences qui, lorsqu'elles ont été attaquées, ont simplement répondu : *"Mais nous donnions juste une opinion. C'est notre liberté d'expression. Vous n'étiez pas obligés de nous suivre..."* Dans les faits, on était bien obligé de les suivre, leurs notations étaient exigées par un certain nombre d'investisseurs qui ne pouvaient agir que s'ils détenaient ces papiers. Nous sommes là encore face à une sorte de naufrage intellectuel où tout le monde se défend et se berce d'illusions en croyant que l'autorégulation se fera de par la grâce d'un marché omniscient.

**Des dirigeants des pays du Sud comme Lula da Silva ont durement critiqué le laxisme du gouvernement américain, ils appellent à une régulation mondiale du capitalisme financier. Allons-nous vers la régulation ?**

Tout le monde se met à parler *"régulation"*, soit. La première erreur à éviter serait de croire qu'après cette crise le capitalisme va se moraliser tout seul. Que les comportements opportunistes d'hier, piqués au vif, partout critiqués, vont s'effacer. Mais les hommes persévèrent dans leur être. Comme dirait Spinoza, mieux vaut compter sur les lois que sur une improbable évolution de la nature humaine pour régler le destin des nations. Il faut donc impérativement de nouvelles lois financières. Or nous rencontrons deux attitudes naïves aujourd'hui. Une de droite, qui refuse de balayer devant sa porte, dit : *"On a compris, on va se moraliser tout seul."* Une de gauche, qui déjà claironne : *"C'est le coup fatal porté au capitalisme."* Mais le capitalisme, la mondialisation du marché vont continuer. Personne ne va mettre les Indiens et les Chinois à la porte, en leur demandant de ne plus vendre leurs produits sur le marché international. Et les nouvelles technologies permettront à qui le voudra d'externaliser les services en Inde et en Chine. Cette course du capitalisme contemporain ne sera pas changée par la crise financière.

En revanche, l'euphorie idéologique du *"laisser-faire"* et du mépris des pauvres va certainement prendre du plomb dans l'aile. Quant à la question de la réglementation, elle arrive. Alors, qui va devenir le producteur des lois de demain ? Les Etats-Unis sont décidés, je pense, à mettre de

l'ordre dans les marchés financiers, y compris dans les excès en matière d'inégalités. En Europe, aussi, où on a nationalisé d'un coup les banques en difficulté, sans que la Commission européenne ne s'écrie, comme elle aurait dû : "*Attendez ! Vous n'avez pas le droit de nationaliser.*" Beaucoup de dogmes vont tomber. Aucun fondamentaliste du marché ne va s'amuser à critiquer les gouvernements belge et néerlandais d'avoir nationalisé Fortis. C'est le contraire. Tout le monde est vraiment soulagé qu'ils l'aient fait.

### **Ce retournement si rapide du dogme a quelque chose de fascinant. Nous savions donc ?**

Au moment du krach de 1929, les gouvernements ont laissé l'économie mondiale basculer dans la crise parce qu'ils étaient prisonniers des dogmes libéraux qui laissaient croire que la faillite d'une banque était bonne, et que cela faisait partie des mécanismes du marché roi. Des recherches récentes ont montré qu'ils étaient également les otages d'un étalon or qui rendait très périlleux l'usage de la politique monétaire. Et puis, ce furent les faillites bancaires en cascade, les entreprises fermées, les millions de chômeurs, etc. Une longue période de régulation financière a suivi, laquelle n'a pas si mal fonctionné : on n'observe aucune crise majeure du système bancaire durant les "*trente glorieuses*". Puis vinrent les années 1980. Beaucoup ont voulu effacer le souvenir de 1929, un véritable travail révisionniste s'engageait. Mais l'ombre portée de la période 1929-1933 est restée en réalité très vive, surtout aux Etats-Unis. La réaction presque immédiate du gouvernement Bush, de Ben Bernanke à la Réserve fédérale, en témoigne. Ils n'ont pas hésité un instant à nationaliser.

### **L'économie réelle maintenant va subir le contrecoup de cette crise financière. Quel scénario envisagez-vous ?**

Nous allons assister à un rétrécissement général du crédit, un credit crunch. Les banques, prisonnières de leurs pertes, ou par peur tout simplement, vont réduire la voilure du crédit. Le ralentissement économique va suivre, il est déjà évident en France. L'Insee prévoit une croissance négative, en glissement, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de cette année. Cela risque de s'aggraver, car la récession actuelle n'est en fait pas (encore) liée à la crise financière, mais à la hausse du prix des matières premières et à la poussée d'inflation qui a suivi. Ce n'est véritablement qu'à partir de l'été que la crise financière a commencé à mordre. Deux acteurs vont être victimes de la réduction du crédit, les ménages et les entreprises. Les ménages, surtout du côté du crédit immobilier. Si l'effet de vases communicants se fait rapidement, cela peut être sain, parce que les prix vont baisser, alors qu'ils devenaient extravagants. Mais cela restera ambigu pour les ménages. Du côté des entreprises, c'est ennuyeux, parce que les fondamentaux étaient bons. Il va falloir suivre avec beaucoup d'attention leurs difficultés de financement, qui vont vite devenir palpables. Elles risquent de casser durablement leur dynamisme. Le credit crunch va frapper un corps sain, et toute la question devient : combien de

temps cela va-t-il durer ? Est-ce que ce sera long et durable, comme au Japon, c'est-à-dire plus de dix ans ? Ou est-ce qu'avec les 1 000 milliards de dollars américains et les nationalisations européennes, cela va passer sans trop de casse ? Cette hésitation se traduit dans la valse actuelle des Bourses. Ce qui me semble certain, c'est que nous sommes partis pour un 2009, sans doute un 2010, en berne, deux années noires qui s'accompagneront de beaucoup de remises en question sur le terrain politique, en France et ailleurs.

## Frédéric Joignot

---

### Les Américains indignés des revenus des banquiers

Fin septembre, le sénateur indépendant du Vermont, Bernard Sanders, a rendu publics les rétributions extravagantes des banques d'affaires de Wall Street et institutions de crédit. Elles ont, constate-t-il, "dépassé le PIB du Sri Lanka, de la Bulgarie ou du Liban". Quant à Henry Paulson, secrétaire au Trésor américain, ancien directeur général de la banque Goldman Sachs – pertes : 22 milliards de dollars –, il percevait en 2005 un bonus de 38 millions de dollars (MD).

**Lehman Brothers.** En faillite. Lâchée par le gouvernement américain pour faire un exemple. Ancien PDG : Richard Fuld. La commission de la Chambre des représentants a reproché, le 6 octobre, à l'ancien patron d'avoir empoché 500 MD de salaires et de primes depuis le début de son mandat en 1993.

**Banque Merrill Lynch.** Pertes : 20 milliards de dollars en 2007. Rachetée par Bank of America pour éviter la banqueroute. PDG : Stanley O'Neal. Prime de départ : 161 MD. **Banque de dépôts Washington Mutual.** Faillite. Son dernier PDG, Alan Fishman, a travaillé dix-huit jours. Salaire total : 13,65 MD. Soit 758 333 dollars par jour.

**Compagnie d'assurances AIG.** Une semaine après avoir été sauvée de la faillite par la Fed, ses dirigeants s'offraient un séminaire dans un hôtel de luxe californien pour 440 000 dollars. L'ancien patron Martin Sullivan, évincé mi-juin, avait reçu 14 MD d'indemnités de départ.

**Fannie Mae et Freddie Mac.** Les PDG des poids lourds américains du refinancement hypothécaire Daniel Mudd et Richard Syron ont certes été privés de leurs parachutes dorés de 12,59 MD quand ils ont été débarqués. Mais ils ont tout de même touché 9,43 MD de primes de départ.

**Banque Bear Stearns.** En faillite, elle est rachetée en mars 2008 par la banque JP Morgan, à 7 % de sa dernière valeur boursière. Débarqué deux mois avant, le PDG James Cayne touche 61 MD de prime de départ.

## Une crise annoncée dès 2007

### 2007

**18 juillet** Début de la crise financière avec l'effondrement de deux fonds d'investissement de la banque d'affaires américaine Bear Stearns, victimes de la crise immobilière.

**9 août** BNP Paribas annonce le gel de trois de ses fonds exposés au marché des subprimes.

**1<sup>er</sup> octobre** La banque américaine Citigroup se dit touchée par la crise.

### 2008

**17 janvier** Merrill Lynch annonce 9,8 milliards de pertes au 4<sup>e</sup> trimestre.

**18 janvier** Plan de relance de George Bush de 150 milliards de dollars.

**17 février** La banque britannique Northern Rock est nationalisée.

**16 mars** La banque Bear Stearns, au bord du dépôt de bilan, est rachetée par son homologue JP Morgan.

**8 avril** Le FMI chiffre le coût de la crise financière à quelque 1 000 milliards de dollars.

**30 juillet** George Bush annonce un plan de sauvegarde de l'immobilier de 300 milliards de dollars.

**7 septembre** La crise s'accélère après l'annonce du Trésor américain de la mise sous tutelle des organismes de refinancement hypothécaire Freddie Mac et Fannie Mae, détenteurs ou garants de 5 400 milliards de crédit hypothécaire.

**15 septembre** La planète financière est sous le choc après l'annonce de la faillite de la banque d'affaires américaine, Lehman Brothers. La banque Merrill Lynch est contrainte de se vendre à Bank of America.

**16 septembre** Le Trésor intervient pour sauver le géant de l'assurance AIG et éviter une débâcle.

**18 septembre** Le Trésor et la Réserve fédérale américaine (Fed) annoncent un plan de sauvetage massif du système financier.

**25 septembre** Nicolas Sarkozy s'engage sur la garantie des dépôts français.

**26 septembre** Faillite de la banque de détail américaine Washington Mutual.

**29 septembre** Le Congrès américain rejette le plan Paulson de sauvetage du système financier, malgré le soutien des deux candidats à la Maison Blanche. Les Etats du Benelux injectent 11,2 milliards d'euros dans la banque Fortis.

**30 septembre** Dexia est sauvée par l'intervention des Etats français et belge. Un soutien qu'ils doivent renouveler le 9 octobre.

**3 octobre** Le plan Paulson amendé est adopté au Congrès américain.

**6 octobre** Chute historique du CAC 40 de 9,04 %. BNP Paribas achète des activités de Fortis et devient la première banque de dépôts de la zone euro.

**8 octobre** La baisse concertée des taux directeurs des banques centrales américaine, britannique, canadienne, européenne, suédoise et suisse n'a pas l'effet escompté sur les marchés.

**12 octobre** Les Quinze adoptent un plan de sauvetage massif de leur système financier.

**13 octobre** Les marchés repartent à la hausse.

\*\*\*\*\*

## **MEDIA**

# **Eric Besson dévoile son plan pour une France numérique**

LE MONDE | 20.10.08 |

En l'absence de Nicolas Sarkozy, qui a dû annuler en dernière minute sa participation, crise financière oblige, c'est Eric Besson, secrétaire d'Etat chargé du développement de l'économie numérique qui a présenté, lundi 20 octobre à l'Elysée, le plan pour le développement de l'"économie numérique" en France. Ce dispositif, comporte 150 mesures différentes au total.

Avec ce plan, le gouvernement espère dynamiser la croissance française, mais aussi récupérer quelques précieuses recettes budgétaires. C'est notamment le cas avec le dividende numérique", c'est-à-dire la libération de fréquences hertziennes par la télévision, l'un des principaux points de ce plan - qui comporte aussi par exemple l'équipement en mini-PC des écoles primaires, la numérisation des services de l'Etat...

### **Fin de la télévision analogique**

C'est le premier volet du plan. Il s'agit de faire passer la télévision d'une diffusion analogique à une diffusion numérique. Ce basculement aurait lieu avant le 30 novembre 2011.

Dès 2009, deux "plaques" de plus d'un million d'habitants devront passer au tout numérique. L'Alsace sera la première région à basculer complètement fin 2009.

Pour être sûr que tous les foyers français soient en mesure de basculer vers la télévision numérique, un plan d'accompagnement a été élaboré : campagne d'information, aide financière pour l'équipement des foyers les plus modestes et "ambassadeurs du numérique" pour aider les publics sensibles. Le coût du dispositif est estimé à une centaine de millions d'euros.

### **Vente de fréquences**

L'extinction de la télévision analogique va libérer des fréquences, placées dans des bandes très recherchées. C'est ce que l'on appelle le dividende numérique.

La procédure de mise en vente de ces fréquences sera lancée dès 2009, avant même qu'elles ne soient libérées.

Bercy estime que cette cession pourrait rapporter 1,4 milliard d'euros à l'Etat. Pour certains observateurs les recettes pourraient être comprises entre 1,5 et 2 milliards d'euros.

Le gouvernement a notamment décidé que la sous-bande 790-862 MHz sera affectée à l'accès Internet haut débit mobile.

### **Accès à Internet haut débit**

Un autre objectif du plan est que 100 % des Français bénéficient de l'accès à Internet haut débit d'ici à 2012.

Un appel à candidature sera lancé dès 2009 pour la fourniture d'une prestation d'accès universel à Internet haut débit à compter du 1er janvier 2010.

Les collectivités locales pourront se porter candidates. Le tarif de l'abonnement devra être inférieur à 35 euros par mois.

### **Nouvelles fréquences pour la téléphonie mobile**

Le gouvernement devrait lancer début 2009 un appel d'offres pour l'attribution de fréquences de téléphonie mobile. Les termes de l'appel d'offres ne sont pas totalement établis. Mais le projet de l'Arcep, l'autorité de régulation, qui militait pour l'arrivée d'un quatrième opérateur mobile n'est pas retenu.

### **Réflexion sur les autorités de régulation**

M. Besson se voit confier une nouvelle mission par le président de la République : réfléchir au rôle des autorités de régulation. Que vont devenir en 2012, à l'heure de la convergence, le CSA et l'Arcep, qui gèrent respectivement l'audiovisuel et les télécoms ? M. Besson devra apporter une réponse en 2009.

**Laurence Girard**

\*\*\*\*\*

**ECONOMIE**



Michel Rocard, ancien premier ministre

## Michel Rocard : "La crise actuelle est née en 1971"

LE TEMPS.CH | 22.10.08 |

### **Au-delà des crédits immobiliers subprimes, on a le sentiment que la crise financière remonte à plus loin... Quelle est votre explication ?**

Il y a un consensus presque absolu sur les causes techniques de la crise actuelle. Les banques américaines ont caché les crédits immobiliers douteux dans des packages contenant 15 à 20 % d'actifs douteux, camouflés dans des avoirs sains, qu'on a ensuite vendus comme des actifs financiers uniques. Aujourd'hui, aucune banque n'est en état de mesurer son degré d'incertitude, et encore moins celui du voisin.

### **Pourquoi ça s'est passé comme ça ?**

Je suis convaincu qu'il faut remonter au décrochage du dollar et de l'or en 1971. Il a entraîné un manque de repères fixes qui a poussé le monde financier à inventer de plus en plus de mécanismes pour se prémunir contre les aléas de change. Ils sont regroupés sous le nom de produits dérivés. Petit à petit, le taux d'incertitude de ces produits est devenu trop grand et on a eu un effet de bulle...

### **Pardon, vous suggérez de revenir à l'étalon or ?**

On ne peut pas ! Malheureusement, c'est le passé. On ne sortira pas des difficultés actuelles sans trouver quelque chose de nouveau. De 1945 à 1975, dans tous les Etats développés, le capitalisme avait une croissance de 5 % par an, il ne connaissait jamais de crise financière et tout le monde était en plein emploi. Nous sommes maintenant dans un capitalisme qui s'essouffle pour atteindre la moitié de cette croissance, sans y parvenir, qui connaît une crise financière gravissime tous les quatre ou cinq ans, et où tous les pays ont un quart de leur population fragilisée devant le travail. Ma question est : peut-on rafistoler le système bancaire sans remédier à cette anémie générale de l'économie physique ?

### **Pourquoi le capitalisme s'est-il essoufflé ?**

L'équilibre entre partenaires du jeu économique a changé. C'est le résultat de deux siècles d'histoire du capitalisme. Quand il est né – dans les années 1810-1840 – on s'est aperçu que le système était cruel et injuste. Assez vite naît une riposte du monde du travail, qui prend la forme des coopératives, des mutuelles, des syndicats, du mouvement socialiste. Leur souci est de se débarrasser du capitalisme. Mais le capitalisme a gagné. Sous la pression ouvrière, mais pas seulement, son efficacité prodigieuse a été mise au service de la lutte contre la cruauté sociale.

Le système est ainsi fait qu'il est instable. C'est même sa caractéristique principale. La crise des années 1929-1932, et la guerre qui a suivi, a rallié les cervelles à l'idée qu'il fallait le stabiliser. L'accord s'est fait dans le monde sur trois stabilisateurs. Le premier, c'est la sécurité sociale. L'Anglais Beveridge a théorisé qu'en faisant des retraites, de l'assurance chômage, de l'assurance maladie, des prestations familiales, on contribuait à stabiliser le système. Le deuxième régulateur, c'est celui de Keynes : au lieu de gérer les budgets et la monnaie sur la base de comptes nationaux, il faut les utiliser pour amortir les chocs extérieurs. Cette idée explique l'absence de crise pendant les trente années qui suivent. Le troisième régulateur, le plus ancien, c'est celui d'Henry Ford, et il tient en une phrase : *"Je paie mes salariés pour qu'ils achètent mes voitures."* Mis ensemble, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ces trois stabilisateurs vont donner le compromis social-démocrate, qui a duré trente ans.

### **Mais ce compromis a été abandonné depuis longtemps...**

Les actionnaires ont fini par considérer qu'ils étaient mal traités. Ils ne venaient pas aux assemblées générales – on en rigolait, d'ailleurs. Ça a changé quand se sont créés les fonds de pension qui regroupent des milliers, des millions d'actionnaires. Ils ont envahi toutes les assemblées, en se moquant des problèmes internes de l'entreprise, et en disant *"je veux plus"*. Dans la foulée se créent les fonds d'investissement, plus petits mais beaucoup plus incisifs, et les fonds d'arbitrage, les hedge funds.

Ces fonds ont créé une vaste pression sur les managers. Ils disaient : *"Si vous ne payez pas plus, on vous vire."* Puis il y a eu un mouvement plus puissant encore, celui des OPA. Celui qui ne distribue pas assez à ses actionnaires devient *"opérable"*. Il en a résulté une externalisation formidable de la main-d'œuvre, qui a rendu précaire un quart de nos populations. Au final, cela donne une économie fatiguée, minée par la méfiance, où l'idée de fidélité à l'entreprise commence à disparaître et où la croissance ralentit.

### **Y a-t-il des moyens d'en sortir ?**

Tout commence par la prise de conscience et le diagnostic. Ce diagnostic doit être scientifique et internationalement partagé. Aussi longtemps que les chefs d'entreprises productives se laisseront intoxiquer par la propagande bancaire, alors que leurs intérêts sont souvent antagonistes, aussi longtemps que les médias nieront le diagnostic, il n'y aura pas de remède.

Le repli national, c'est l'assurance déclin, l'assurance récession, parce que nos économies sont interdépendantes. L'économie administrée, on sait bien que ça ne marche pas. Interdire les produits dérivés, à mon avis ce n'est pas possible, car ils font fonctionner le système. Donc il faut une longue réflexion, qui doit comprendre un aspect éthique. La confiance ne peut pas revenir quand le PDG ou le banquier, qui gagnait 40 fois plus que ses salariés pendant les deux premiers siècles de capitalisme, gagne 350 à 500 fois plus. Il faut reconnaître que le moteur de

la croissance, c'est la consommation des ménages. Cela implique le retour de la masse salariale à un niveau plus élevé : en moyenne, sa part dans le PIB a perdu 10 % en vingt-cinq ou trente ans.

Il faudra aussi fournir un élément scientifique pour condamner l'espoir d'une rentabilité à 15 %, alors que le PIB croît de 2 % par an. Cet objectif de 15 % est un objectif de guerre civile. Or, il a été formulé par les professionnels de l'épargne et personne n'a rien dit. Aujourd'hui, si on ne trouve pas d'inflexion, on est dans le mur. Le déclin du Bas-Empire romain a commencé comme ça...

### **Comment jugez-vous l'action de l'Europe dans cette crise ?**

Elle a fait preuve d'une inventivité inhabituelle. Mais ce ne sont pas les institutions européennes qui ont fonctionné. La Commission se tait. Le Conseil des ministres n'a pas été sollicité. Un type talentueux, qui s'appelle Nicolas Sarkozy, a exploité la convergence des volontés de quelques grands Etats européens. La zone euro nous a protégés. Sans l'euro la crise serait infiniment plus grave. Elle a trouvé un bon conseiller en la personne de Gordon Brown, avec son invention géniale de garantie publique aux prêts interbancaires.

A ce propos, je viens d'apprendre une nouvelle délicieuse : le principal conseiller financier de Gordon Brown serait Alan Greenspan [ancien président de la Réserve fédérale américaine]. Or, c'est le surcroît de liquidités qu'il a créé qui a permis aux banques de prendre tous ces risques. Il y a de quoi sourire.

### **Vous êtes encore plus sévère envers l'économiste ultralibéral Milton Friedman...**

Friedman a créé cette crise ! Il est mort, et vraiment, c'est dommage. Je le verrais bien être traduit devant la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité. Avec son idée que le fonctionnement des marchés est parfait, il a laissé toute l'avidité, la voracité humaine s'exprimer librement.

### **Propos recueillis par Sylvain Besson ([Le Temps.ch](http://LeTemps.ch))**

\*\*\*\*\*

## **ENVIRONNEMENT**

## L'air de l'Himalaya est aussi pollué que celui des villes d'Europe

LE MONDE | 25.10.08 |

Le Toit du monde n'est plus cet îlot de pureté que l'on imagine encore souvent. Pour la première fois, une équipe de chercheurs franco-italienne a pu réaliser dans l'Himalaya des mesures à plus de 5 000 m d'altitude et constater la présence de particules de suie à des niveaux de concentration surprenants dans un espace aussi vierge.

Les relevés ont été effectués au Népal à partir de la station de surveillance atmosphérique Nepal Climate Observatory, la plus haute du monde (5 079 m). *"Nous ne nous attendions pas à ces résultats : ils témoignent de niveaux de pollution comparables à ceux de villes européennes"*, reconnaît Paulo Laj, du laboratoire de météorologie physique de l'université de Clermont-Ferrand, qui a participé à l'étude menée avec l'université de Bologne et publiée récemment dans les "Comptes rendus de l'Académie des sciences américaine" (PNAS).

Les données atmosphériques dans cette partie du monde sont très rares. Une autre équipe - finlandaise - travaille au Népal, mais elle est jusqu'à présent restée sous la zone des 2 000 m. L'énorme logistique nécessaire à l'installation des stations d'observation est évidemment un frein.

L'étude met en évidence deux phénomènes inquiétants. Portée par les vents, la pollution des grandes métropoles d'Asie du Sud-Ouest peut parcourir des milliers de kilomètres et remonter jusqu'aux sommets élevés de l'Himalaya. Dans la zone de contact entre l'air propre issu des très hautes altitudes et les masses polluées venues des vallées, les chercheurs ont, de plus, recensé la formation de nouvelles particules de dimensions nanométriques qui amplifient la pollution. C'est, là aussi, la première fois qu'un tel phénomène est observé à cette altitude.

*"Le dioxyde de carbone est considéré comme l'ennemi numéro un dans la lutte contre le changement climatique, mais le système climatique est complexe et les études montrent de plus en plus que les particules atmosphériques sont aussi des acteurs importants du réchauffement"*, relèvent les chercheurs.

Le danger est évidemment que cette situation accélère la fonte des glaciers himalayens. Le recul important des fronts glaciers au cours des dernières décennies est d'ores et déjà considéré comme l'une des manifestations les plus inquiétantes du réchauffement global. Avec ses 33 000 km<sup>2</sup> de surfaces gelées, l'Himalaya est souvent désigné par les climatologues comme le *"troisième pôle"* après l'Arctique et l'Antarctique, même s'il n'a jusqu'à présent pas fait l'objet de la même attention.

Le Groupe international d'experts sur le changement du climat (GIEC) estime que de nombreux glaciers himalayens pourraient avoir disparu d'ici à 2035, avec des conséquences considérables pour l'ensemble de l'Asie centrale, où vit 40 % de la population mondiale.

Cela pour plusieurs raisons. La liquéfaction des masses de glace crée, en aval, des lacs - près de 500 ont été dénombrés - potentiellement dangereux pour les populations vivant sur les premiers contreforts et dans les vallées. Des débordements brutaux se sont déjà produits. Mais surtout le régime hydrologique des plus grands fleuves comme l'Indus, le Gange, l'Amou-Daria ou le Yangzi dépend étroitement du fonctionnement de cette "calotte" himalayenne.

*"Dans un premier temps, l'eau libérée viendra gonfler leur débit puis, dans un second temps, l'inverse se produira, l'eau viendra à manquer et l'apport vital des glaciers, surtout pendant la saison sèche, fera défaut",* explique Christian Vincent, du laboratoire de glaciologie et de géophysique de l'environnement (CNRS) de Grenoble.

Près de 1,3 milliard de personnes pourraient être confrontées à des risques accrus de pénurie d'eau, selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Si le Gange devenait saisonnier - ce que n'excluent pas les scientifiques -, plus de 400 millions de personnes vivant dans la plus grande zone d'agriculture irriguée de l'Inde seraient affectés. Et le PNUE ne comptabilise pas, ici, la population qui, au total, à l'échelle du pays, serait touchée par la baisse des rendements agricoles.

Quand cela se produira-t-il ? *"Il est difficile de le dire. L'Himalaya est l'un des massifs montagneux les moins bien observés au monde",* indique Christian Vincent. La plupart des informations disponibles sont fournies par des photos aériennes qui permettent seulement de mesurer le recul des fronts glaciers, un indicateur très insuffisant pour comprendre le fonctionnement de ces monstres froids. Le massif alpin, avec ses 2 500 km de glaciers, compte deux fois plus de postes d'observation que l'Himalaya tout entier.

Les bouleversements en cours sont lourds de menaces pour la stabilité de cette partie du monde. Les écologistes en sont convaincus. Wouter J. Veening, de l'Institut néerlandais pour la sécurité environnementale, juge urgent d'établir un réseau d'alerte.

*"La vie de plus de 1 milliard de personnes est concernée ; nous devons identifier les zones les plus fragiles et évaluer les risques de conflits",* affirme-t-il. Le degré de pollution découvert au sommet de l'Himalaya lui donne un argument supplémentaire.

**Laurence Caramel**

\*\*\*\*\*

## MEDECINE / GENETIQUE

### L'enfant parfait", quête génétique

LE MONDE | 25.10.08

Va-t-on très bientôt franchir une nouvelle étape dans la sélection génétique des embryons humains conçus par fécondation in vitro ? Dans son édition datée du 24 octobre, le quotidien *The Times* le laisse entendre, en révélant qu'une équipe de chercheurs britanniques a mis au point une technique permettant de déterminer de multiples caractéristiques de prédispositions à de nombreuses affections à partir de l'analyse d'une seule cellule embryonnaire. Ce procédé aurait été soumis pour approbation aux autorités britanniques et pourrait être commercialisé dès le début de l'année 2009 à hauteur de 1 500 livres (1 900 euros) l'examen.

Cette perspective vient bouleverser le cadre dans lequel la sélection génétique embryonnaire avait jusqu'à présent été développée et autorisée. Elle relance aussi de manière spectaculaire la controverse éthique sur l'usage qui peut ou non être fait de cette pratique, que certains qualifient d'"eugéniste", et sur la quête de l'"enfant parfait".

Selon *The Times*, l'équipe du professeur Alan Handyside (Bridge Centre de Londres) serait parvenue à élargir de manière considérable la puissance d'analyse du diagnostic préimplantatoire (DPI). Mise au point à la fin des années 1980 - notamment par M. Handyside -, cette méthode se fonde sur l'analyse de certains éléments du patrimoine génétique d'embryons conçus in vitro.

Dans les familles connues pour être exposées à un risque de transmission d'une maladie d'origine génétique, elle s'est progressivement substituée à la pratique de cette même analyse sur des cellules embryonnaires prélevées par amniocentèse, dont les résultats peuvent conduire à une interruption médicale de grossesse. Les spécialistes prélèvent une seule cellule sur un embryon constitué de huit cellules. Après les analyses de biologie moléculaire ne sont implantés dans l'utérus des futures mères que les embryons qui sont indemnes de l'anomalie génétique recherchée.

En France, le DPI a été mis en oeuvre il y a moins de dix ans au terme d'une longue polémique. En quelques années, le nombre des affections pouvant être identifiées n'a cessé de croître. Selon l'Agence de la biomédecine, les principales sont la mucoviscidose, la chorée d'Huntington, l'hémophilie, certaines formes de myopathies et de handicaps mentaux.

Seuls trois centres spécialisés en procréation médicalement assistée et en biologie de la reproduction sont autorisés à mettre en oeuvre le DPI, qui aboutit en France à quelques dizaines de naissances par an. La loi de bioéthique de 2004 prévoit en outre que cette technique puisse être mise en oeuvre à titre expérimental en vue de la conception d'un enfant indemne de la maladie génétique recherchée et susceptible de soigner de façon décisive son aîné malade grâce aux cellules souches prélevées à partir du sang de cordon ombilical.

Ces derniers temps, une nouvelle question éthique avait commencé à être soulevée : celle de savoir si l'on pouvait ou non élargir cette pratique à la recherche de la prédisposition génétique à certains cancers du côlon, du sein ou de l'ovaire. En 2006, le professeur Stéphane Viville, directeur de l'Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire de Strasbourg, avait estimé qu'un tel élargissement pouvait, dans certains cas, après étude approfondie des dossiers familiaux, être justifié. Son équipe s'est déjà engagée dans cette voie en observant que cet élargissement du champ d'application du DPI était d'ores et déjà autorisé en Belgique, en Espagne et en Grande-Bretagne.

Cette initiative avait alors suscité un certain embarras chez les responsables sanitaires et éthiques. La loi française dispose, en effet, que le DPI ne peut concerner que la recherche des gènes associés à des maladies "*d'une particulière gravité*" et "*incurables au moment du diagnostic*". Il s'agit aussi d'affections dont on a la certitude qu'elles toucheront inmanquablement les enfants porteurs des anomalies génétiques identifiées, ce qui n'est pas le cas dans la simple prédisposition.

Un consensus avait ensuite été trouvé, une mission officielle estimant qu'aucune modification de la loi de bioéthique n'était nécessaire pour que cette pratique puisse être mise en oeuvre dès lors qu'une série de précautions techniques seraient prises par les équipes spécialisées, et que les couples concernés seraient informés et associés à la décision. Roselyne Bachelot, ministre de la santé, avait toutefois tenu à préciser que la question devrait être abordée sur le fond en 2009, dans le cadre des débats préparatoires à la révision de la loi de bioéthique de 2004.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'annonce des chercheurs britanniques travaillant dans la clinique privée londonienne de Bridge Centre. En ayant recours aux nouvelles techniques de séquençage à très haut débit des génomes et sur la base de l'ensemble des derniers acquis de la génétique, ils estiment être en mesure de proposer des analyses de prédisposition dépassant très largement les seuls cancers familiaux. Ils assurent ainsi pouvoir identifier, dans le cadre du DPI, les caractéristiques génétiques tenues pour être associées à une prédisposition au diabète, à certaines affections cardiovasculaires ou neurodégénératives.

L'autorité britannique chargée de surveiller les activités de procréation médicalement assistée devrait prochainement dire si elle autorise ou non la commercialisation de ce procédé. Cette

nouvelle possibilité technique se heurte toutefois à un obstacle pratique : le nombre limité des embryons pouvant, dans un couple, être conçus par fécondation in vitro, soit en moyenne moins d'une dizaine par tentative. *"Quand vous commencez à rechercher plus de deux ou trois caractères génétiques, vous n'avez aucune chance d'obtenir l'embryon correspondant"*, reconnaît Alan Thornhill, le directeur scientifique du Bridge Centre. Dans l'attente de pouvoir produire des ovocytes humains à partir de cellules souches, cette situation limite de fait l'usage qui pourra être fait d'une sélection embryonnaire fondée sur une telle combinatoire génétique.

**Jean-Yves Nau**

\*\*\*\*\*

## **SANTE**

Compte rendu

### **L'accès aux toilettes, enjeu mondial de développement**

LE MONDE | 28.10.08

Pour réduire la pauvreté dans le monde et améliorer la santé des déshérités, la méthode la plus simple est de construire des toilettes. C'est la conclusion à laquelle est parvenu le Réseau international sur l'eau, l'environnement et la santé (Inweh), branche canadienne de l'Université des Nations unies. Dans un rapport rendu public le 20 octobre, ce groupe de réflexion recommande aux gouvernements une approche plus coordonnée et intégrée des questions d'approvisionnement en eau potable et d'accès à des sanitaires fonctionnels.

Les chiffres font frémir : environ 2,5 milliards de personnes - plus d'un tiers de l'humanité - utilisent des latrines qui n'offrent pas de garantie contre le développement de maladies liées aux matières fécales. Et 1,2 milliard n'ont d'autre ressource que de déféquer dans la nature, selon des données collectées par l'Organisation mondiale de la santé et l'Unicef. Ces personnes passent une demi-heure en moyenne chaque jour à faire la queue dans des installations publiques ou pour trouver un endroit isolé. Soit deux jours ouvrés par mois.

L'impact sanitaire est considérable. Les maladies diarrhéiques tuent 1,8 million de personnes chaque année. On estime que 88 % de ces affections ont pour origine un manque d'hygiène et d'accès à des sanitaires sûrs. Les enfants, dont 5 000 meurent chaque jour, paient le plus lourd tribut.



En Afrique subsaharienne, la moitié des lits d'hôpital sont occupés par des patients souffrant de maladies véhiculées par les matières fécales. Dans le monde, 200 millions de tonnes d'excréments humains finissent dans des rivières chaque année, contaminant les eaux de surface, voire les nappes phréatiques, avec leur lot de bactéries, virus et autres parasites.

Cet enjeu sanitaire figure rarement au premier plan de l'agenda international. *"La question reste taboue, reconnaît Zafar Adeel, directeur de l'Inweh. Les politiques hésitent à aborder ces problèmes dans leurs discours. Ce n'est pas "poli".*" Les Nations unies ont surmonté cette aversion. 2008 a été déclarée année mondiale de l'assainissement. Et le développement des toilettes était l'un des objectifs du millénaire, définis en 2000 : diminuer par deux le nombre de personnes n'ayant pas accès à des sanitaires d'ici à 2015.

L'investissement a été chiffré. Il en coûterait au minimum 38 milliards de dollars. Mais pour 1 dollar dépensé, 9 dollars seraient réinjectés dans l'économie, sous forme de productivité accrue et d'état sanitaire amélioré. Selon des projections des Nations unies, l'objectif du millénaire se traduirait par quelque 3,2 milliards de jours travaillés en plus chaque année. Installer des toilettes à l'école, c'est aussi permettre à de nombreuses jeunes filles de poursuivre leurs études après leur puberté. Et 10 % de femmes en plus maîtrisant la lecture, c'est 0,3 % de croissance supplémentaire, fait valoir l'université des Nations unies.

Pour l'heure, si l'accès à l'eau potable progresse, *"on est loin du compte"* pour les sanitaires, constate Zafar Adeel. C'est la région d'Asie de l'Est et du Pacifique qui a le plus progressé, avec une couverture de la population passée de 30 % en 1990 à 51 % en 2004. Le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Amérique latine devraient remplir leur objectif. Mais l'Afrique et l'Asie du Sud, avec environ 37 % des besoins couverts, sont très en retard. Pour cibler les populations prioritaires, l'université des Nations unies veut développer un atlas, *"disponible d'ici deux ou trois ans"*, estime M. Adeel.

Selon le chercheur, plusieurs *"success stories"* montrent cependant qu'*"il y a de la place pour l'optimisme"*. Il cite des expérimentations dans les bidonvilles du Kenya, où des toilettes publiques ont encouragé une économie locale. Ou encore Madagascar, où un ministère unique gère désormais cette question.

Ces enjeux d'assainissement ne sont pas réservés aux pays en développement. Au Canada, indique M. Adeel, *"le service est probablement inadéquat"* dans certaines zones "indigènes". En Occident, *"les systèmes de distribution d'eau sont souvent anciens. Seront-ils capables d'encaisser des événements climatiques extrêmes qui accompagneront le réchauffement de la planète ?"*, s'interroge-t-il. *Il faut s'en soucier. Et le plus tôt sera le mieux."*

\*\*\*\*\*

## LIBERTES / MEDIA

# Yahoo!, Google et Microsoft prêts à ne plus obéir aux dictatures

LEMONDE.FR avec AFP | 28.10.08 |

Un code d'éthique visant à déjouer les efforts de censure et de surveillance des régimes autoritaires a été annoncé, mardi 28 octobre, par des géants de l'Internet, soucieux de redorer leur blason après plusieurs affaires où certains avaient semblé oublier les principes de liberté qui régissent le Web.

La "Global Network Initiative" associe Yahoo!, Google et Microsoft à des organisations de défense des droits de l'homme, des universitaires et des investisseurs, et affiche l'objectif de *"protéger la liberté d'expression et le droit à la vie privée"* des internautes. Les parties s'engagent à adopter l'interprétation la plus restrictive possible des législations sur la censure, et à combattre ou minimiser la surveillance des échanges sur leurs réseaux. Le code de conduite prévoit dans un premier temps que, d'ici à décembre 2010, les sociétés participantes devront établir des procédures internes. Ce n'est qu'en janvier 2012 qu'elles envisagent de mettre sur pied une équipe d'experts indépendants chargés de veiller au respect de la liberté d'expression et de la vie privée.

Le directeur adjoint du comité pour la protection des journalistes, Robert Mahoney, a notamment souligné dans un communiqué commun que *"le tiers des journalistes actuellement en prison travaillaient en ligne"*. L'association Reporters sans frontières (RSF) a *"salué"* le geste des géants du Web, mais ne s'est pas associée à ce code de conduite, l'estimant insuffisant puisqu'il garde pour référence les législations locales.

### "FEUILLE DE ROUTE"

Jusqu'à présent, l'obligation de respecter les lois en vigueur est la principale excuse avancée par les sociétés accusées de complicité avec des régimes répressifs, en particulier en Chine. Le PDG de Yahoo!, Jerry Yang – accusé l'an dernier par le Congrès américain d'avoir permis aux autorités chinoises d'identifier et poursuivre ses utilisateurs –, a salué dans le nouveau code de conduite une *"précieuse feuille de route pour des sociétés qui, comme Yahoo!, travaillent dans des marchés où la liberté d'expression et la vie privée font l'objet de restrictions injustes"*.

Non seulement Yahoo!, mais aussi Microsoft, Cisco et Google ont été accusés de complaisance coupable au Congrès. Il a notamment été reproché à Google d'accepter de filtrer des recherches

sur Internet pour empêcher la consultation d'informations sur la démocratie ou le massacre de la place Tiananmen en 1989. Au début du mois, le service de téléphonie et de messagerie sur Internet Skype, appartenant à eBay, avait dû reconnaître que son partenaire chinois TOM Online avait stocké des messages politiquement sensibles qui, selon des universitaires, pouvaient être facilement consultés par les autorités. Quant à Microsoft, il a été accusé de bloquer le blog d'un influent commentateur chinois qui avait critiqué des remaniements à la direction du quotidien *Les Nouvelles de Pékin*.

RSF soutient une démarche alternative, reposant sur un projet de loi circulant au Congrès américain, le *Global Online Freedom Act (Gofa)* : reprenant l'idée d'un observatoire indépendant, ce texte prévoit aussi que des entreprises américaines sollicitées par des gouvernement répressifs soumettent ces requêtes pour approbation aux autorités américaines, ce qui, selon l'association basée à Paris, serait un meilleur moyen d'empêcher l'accès aux données personnelles des internautes.

\*\*\*\*\*

## INTERNATIONAL

# RDC : "Il n'y a probablement jamais eu un tel massacre en Afrique"

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 31.10.08

Les présidents rwandais Paul Kagame et congolais Joseph Kabila ont donné leur accord pour participer à un sommet international pour ramener la paix dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a affirmé, vendredi 31 octobre, Louis Michel, le porte-parole du commissaire européen à l'aide humanitaire.

Le régime rwandais, dominé par les Tutsis, est considéré par Kinshasa comme le principal appui de Laurent Nkunda, ce que Kigali dément.

Nicolas Sarkozy a eu vendredi un entretien téléphonique avec Joseph Kabila, auquel il a "réaffirmé le soutien total de la France". Il lui a également "annoncé la visite du ministre des affaires étrangères et européennes", Bernard Kouchner.

Le chef de la diplomatie française a estimé, vendredi 31 octobre, que l'est de la RDC était le théâtre d'un "massacre comme il n'y en a probablement jamais eu en Afrique qui est en train de

*se dérouler presque sous nos yeux, avec plus d'un million de réfugiés, avec des attaques très précises, des mutilations sexuelles qui font partie des actes élémentaires de la guerre dans cet endroit", avant de se rendre dans cette région pour tenter de rétablir la paix.*

### **PILLAGES, VIOLS ET MEURTRES**

*"Plusieurs camps de personnes déplacées près de la ville de Rutshuru dans le Nord-Kivu, à 90 km au nord de Goma, ont été vidés par la force, pillés et brûlés", a dénoncé le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés. "Nous sommes extrêmement préoccupés par le sort de quelques 50 000 personnes déplacées qui vivaient dans ces camps", a-t-il ajouté.*

Le chef de la Mission de paix de l'Onu en RDC, Alan Doss, a déclaré que ses forces avaient *"atteint leurs limites". "J'espère que nous recevrons des renforts le plus rapidement possible afin que nous puissions remettre le processus de paix sur les rails", a-t-il ajouté.*

L'Unicef s'inquiète d'un éventuel déclenchement d'une épidémie de choléra et de rougeole parmi les dizaines de milliers de déplacés regroupés aux portes de Goma. Cette ville reste l'objectif du chef rebelle tutsi congolais Laurent Nkunda, et le théâtre d'une recrudescence des affrontements depuis fin août. Quelque 220 000 personnes ont été déplacées depuis la reprise de ces combats en août.

\*\*\*\*\*